

*Ministère des Finances*

Administration de la Trésorerie. Emprunt à lots 1941. Tirage du 2 mars 1981, p. 2641. — Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 2641.

*Ministère de la Justice*

Ordre judiciaire, p. 2642.

*Ministerie van Financiën*

Administratie der Thesaurie. Lotenlening 1941. Loting van 2 maart 1981, bl. 2641. — Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingooderen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 2641.

*Ministerie van Justitie*

Rechterlijke Orde, bl. 2642.

**LOIS, DÉCRETS  
ET ARRÊTÉS RÉGLEMENTAIRES**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR  
ET DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT**

F. 81 — 327

18 AVRIL 1980. — Loi portant approbation de la Convention consulaire entre le Royaume de Belgique et la République populaire de Bulgarie, signée à Bruxelles le 28 novembre 1978 (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article unique. La Convention consulaire entre le Royaume de Belgique et la République populaire de Bulgarie et l'échange de lettres, signées à Bruxelles le 28 novembre 1978, sortiront leur plein et entier effet.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 18 avril 1980.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Ministre des Affaires étrangères,  
H. SIMONET

Le Ministre de la Justice,  
R. VAN ELSLANDE

Le Ministre des Communications,  
J. CHABERT

Scellé du sceau de l'Etat :  
Le Ministre de la Justice,  
R. VAN ELSLANDE

(1) Session 1979-1980.

Sénat.

Documents. — Projet de loi, n° 218-1. — Rapport, n° 218-2. *Annales parlementaires*. — Dépôt du projet de loi. Séance du 12 juillet 1979. — Discussion. Séance du 17 janvier 1980. — Vote. Séance du 31 janvier 1980.

Chambre des représentants.

Documents. — Projet transmis par le Sénat, n° 454-1. *Annales parlementaires*. — Projet transmis par le sénat, séance du 12 février 1980. — Discussion. Séance du 13 mars 1980. — Vote. Séance du 13 mars 1980.

**WETTEN, DECRETEN  
EN REGLEMENTAIRE BESLUITEN**

**MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,  
BUITENLANDSE HANDEL  
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 81 — 327

18 APRIL 1980. — Wet houdende goedkeuring van de Consulaire Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Volksrepubliek Bulgarije, ondertekend te Brussel op 28 november 1978 (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Engl artikel. De Consulaire Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Volksrepubliek Bulgarije en de wisgeving van brieven, ondertekend te Brussel op 28 november 1978, zullen volkomen uitwerking hebben.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 18 april 1980.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Minister van Buitenlandse Zaken,  
H. SIMONET

De Minister van Justitie,  
R. VAN ELSLANDE

De Minister van Verkeerswezen,  
J. CHABERT

Met 's Lands zegel gezegeld :  
De Minister van Justitie,  
R. VAN ELSLANDE

(1) Zitting 1979-1980.

Senaat.

Documenten. — Ontwerp van wet, nr. 218-1. — Verslag, nr. 218-2. *Parlementaire Handelingen*. — Indiening van het ontwerp van wet. Zitting van 12 juli 1979. — Bespreking. Zitting van 17 januari 1980. — Stemming. Zitting van 31 januari 1980.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Documenten. — Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 454-1. *Parlementaire Handelingen*. — Ontwerp overgezonden door de Senaat. Zitting van 12 februari 1980. — Bespreking. Zitting van 13 maart 1980. — Stemming. Zitting van 13 maart 1980.

## CONVENTION CONSULAIRE

ENTRE  
LE ROYAUME DE BELGIQUE  
ET  
LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES

et

LE CONSEIL D'ETAT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE,

*Désireux* de régler les relations consulaires entre les deux Etats et de contribuer ainsi au développement de leurs rapports dans l'esprit de l'amitié traditionnelle existant entre les deux Etats,

*Désireux* ainsi de faciliter la protection des personnes physiques et morales de chacune des Parties contractantes dans le territoire de l'autre,

*Ont résolu* de conclure, à cet effet, une Convention consulaire et ont désigné pour leurs Plénipotentiaires :

SA MAJESTE LE ROI DES BELGES :

M. H. SIMONET, Ministre des Affaires étrangères,

LE CONSEIL D'ETAT DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE :

M. P. MLADENOV, Ministre des Affaires étrangères,

*Lesquels*, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

## CHAPITRE I

## Généralités

## Article 1

*Définitions*

Aux fins de la présente Convention, on entend par :

- a) « poste consulaire » : tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire;
- b) « circonscription consulaire » : le territoire attribué à un poste consulaire pour l'exercice des fonctions consulaires;
- c) « chef de poste consulaire » : le fonctionnaire consulaire chargé de diriger un poste consulaire;
- d) « fonctionnaire consulaire » : toute personne, y compris le chef de poste consulaire, chargée en cette qualité de l'exercice de fonctions consulaires;
- e) « employé consulaire » : toute personne employée dans les services administratifs ou techniques d'un poste consulaire;
- f) « membre du personnel de service » : toute personne affectée au service domestique d'un poste consulaire;
- g) « membres du poste consulaire » : les fonctionnaires consulaires, employés consulaires et membres du personnel de service;

- h) « membres du personnel consulaire » : les fonctionnaires consulaires, autres que le chef de poste consulaire, les employés consulaires et les membres du personnel de service;
- i) « membre du personnel privé » : la personne employée exclusivement au service privé d'un membre du poste consulaire;
- j) « locaux consulaires » : les bâtiments ou les parties de bâtiments et le terrain attenant, qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire;
- k) « archives consulaires » : tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques, registres du poste consulaire, matériel du chiffre, fichiers ainsi que les meubles destinés à les protéger et à les conserver;
- l) « navire de l'Etat d'envoi » : tout bâtiment de navigation immatriculé ou enregistré conformément à la législation de l'Etat d'envoi, et battant le pavillon de cet Etat, à l'exception des bâtiments de guerre;
- m) « aéronef de l'Etat d'envoi » : tout aéronef immatriculé ou enregistré dans cet Etat, conformément à sa législation et portant les signes particuliers de celui-ci, à l'exception des aéronefs militaires.

## CHAPITRE II

### Etablissement des postes consulaires, nomination de leurs membres et fin des fonctions consulaires

#### Article 2

##### *Etablissement d'un poste consulaire*

1. L'Etat d'envoi peut avec le consentement de l'Etat de résidence, établir et maintenir un poste consulaire sur le territoire de ce dernier.
2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription ainsi que l'emplacement des locaux consulaires sont fixés de commun accord par l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence. Il en est de même en cas de modification du siège, de la classe, de la circonscription consulaire ou de l'emplacement des locaux consulaires.

#### Article 3

##### *Nomination et admission du chef de poste consulaire*

1. L'Etat d'envoi sollicite au préalable, par la voie diplomatique, le consentement de l'Etat de résidence en vue de la nomination du chef de poste consulaire. En cas de refus, l'Etat de résidence n'est pas tenu d'en communiquer les raisons à l'Etat d'envoi.
2. Lorsque ce consentement est acquis, la mission diplomatique de l'Etat d'envoi soumet au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence un document relatif à la nomination dénommé lettre de provision indiquant les nom et prénoms, la nationalité et la classe du chef de poste consulaire, le siège du poste consulaire dans laquelle il remplira ses fonctions.
3. Après réception de la lettre de provision l'Etat de résidence délivre dans les plus brefs délais et à titre gratuit, un document d'autorisation dénommé exequatur. En attendant la délivrance de l'exequatur, l'Etat de résidence peut délivrer au chef de poste consulaire une autorisation provisoire.
4. Le chef de poste consulaire peut entrer en fonctions dès la délivrance, par l'Etat de résidence, de l'exequatur ou d'une autorisation provisoire, et il bénéficie dès ce moment des dispositions de la présente Convention.

#### Article 4

##### *Notification de la nomination du chef de poste consulaire aux autorités de la circonscription consulaire*

1. Dès que le chef de poste consulaire est admis, même à titre provisoire, à l'exercice de ses fonctions, l'Etat de résidence est tenu d'informer immédiatement les autorités compétentes de la circonscription consulaire.

2. Il est également tenu de veiller à ce que les mesures nécessaires soient prises afin que le chef de poste consulaire puisse s'acquitter des devoirs de sa charge et bénéficier du traitement prévu par les dispositions de la présente Convention.

#### Article 5

##### *Nationalité du fonctionnaire consulaire*

Seul un ressortissant de l'Etat d'envoi peut être nommé fonctionnaire consulaire. Il ne peut pas être résident permanent dans l'Etat de résidence ni y exercer une occupation de caractère lucratif.

#### Article 6

##### *Nomination des membres du personnel consulaire*

L'Etat d'envoi notifie à l'avance par la voie diplomatique au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence :

1. La nomination, l'entrée en fonction d'un membre du poste consulaire, ses nom, prénoms, nationalité, la date d'arrivée et de départ définitif ou la cessation de sa fonction et tous les autres changements concernant sa fonction, intervenus pendant son activité au poste consulaire.
2. La date de l'arrivée et du départ définitif des membres de la famille d'un membre du poste consulaire vivant à son foyer et le fait qu'une personne devient membre de sa famille ou perd cette qualité.

#### Article 7

##### *Personne déclarée non grata*

1. L'Etat de résidence peut à tout moment et sans être tenu de communiquer les raisons de sa décision informer l'Etat d'envoi qu'un fonctionnaire consulaire est persona non grata ou que tout autre membre du personnel consulaire n'est pas ou n'est plus acceptable.
2. Si cette information intervient avant l'arrivée sur le territoire de l'Etat de résidence d'une personne nommée membre du poste consulaire, ou si elle s'y trouve déjà, avant son entrée en fonctions au poste consulaire, l'Etat d'envoi doit retirer la nomination. Si elle intervient après l'arrivée ou l'entrée en fonctions, l'Etat d'envoi rappellera la personne en cause ou mettra fin à ses fonctions dans ce poste consulaire.
3. Si l'Etat d'envoi refuse d'exécuter ou n'exécute pas dans un délai raisonnable les obligations qui lui incombent aux termes du paragraphe 2 du présent article, l'Etat de résidence peut, selon le cas, retirer l'exequatur à la personne en cause ou cesser de la considérer comme membre du personnel consulaire.

#### Article 8

##### *Document d'identification*

1. Le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence délivrera à tout membre du poste consulaire qui n'est ni ressortissant ni résident permanent de l'Etat de résidence une carte d'identité munie d'une photographie attestant son identité et sa qualité de membre du poste consulaire.
2. Le document visé à l'alinéa 1 du présent article sera également délivré, conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, aux membres de la famille d'un membre du poste consulaire vivant à son foyer.

#### Article 9

##### *Effectif du personnel consulaire*

L'effectif du personnel du poste consulaire est fixé d'un commun accord par l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence.

## Article 10

*Exercice de fonctions consulaires par une mission diplomatique*

1. Les dispositions de la présente Convention s'appliquent également dans la mesure où le contexte le permet à l'exercice de fonctions consulaires par la mission diplomatique.
2. Les nom et prénoms des membres de la mission diplomatique attachés à la section consulaire ou autrement chargés de l'exercice des fonctions consulaires de la mission sont notifiés au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence.
3. L'exercice de fonctions consulaires par les membres d'une mission diplomatique visé au paragraphe 2 du présent article, n'affecte pas les privilèges et immunités dont ils jouissent en leur qualité de membres de la mission diplomatique.

## Article 11

*Direction provisoire du poste consulaire*

1. Si le chef de poste consulaire est empêché pour une raison quelconque d'exercer ses fonctions ou si son poste est vacant, l'Etat d'envoi peut désigner un gérant intérimaire qui peut agir à titre provisoire comme chef de poste.
2. L'Etat d'envoi notifie au préalable au Ministère des Affaires étrangères de l'Etat de résidence par la voie diplomatique les nom et prénoms du gérant intérimaire.

Cette notification précise qu'il s'agit d'un membre de la mission diplomatique ou d'un membre du poste consulaire de l'Etat d'envoi et en quelle qualité il exerce ses fonctions.

3. L'Etat de résidence peut soumettre à son consentement l'admission, comme gérant intérimaire, d'une personne qui n'est ni un agent diplomatique ni un fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence.

Toutefois, un ressortissant de l'Etat de résidence ne peut être nommé en qualité de gérant intérimaire.

4. Les dispositions de la présente Convention sont applicables au gérant intérimaire au même titre qu'au chef de poste consulaire.
5. Lorsqu'un membre du personnel diplomatique de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence est nommé gérant intérimaire par l'Etat d'envoi dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article, il continue à jouir des privilèges et immunités diplomatiques.

## Article 12

*Limites territoriales à l'exercice des fonctions consulaires*

1. Les fonctionnaires consulaires n'ont le droit d'exercer leurs fonctions que dans la circonscription du poste consulaire. Néanmoins, moyennant le consentement de l'Etat de résidence ils peuvent les exercer hors de cette circonscription.
2. L'Etat d'envoi peut, après notification à l'Etat de résidence et à un Etat tiers et avec l'accord de ceux-ci charger un poste consulaire établi dans l'Etat de résidence d'assumer l'exercice de fonctions consulaires dans cet Etat tiers.

## Article 13

*Exercice de fonctions consulaires pour le compte d'un Etat tiers*

Un poste consulaire de l'Etat d'envoi peut, avec le consentement préalable de l'Etat de résidence, exercer des fonctions consulaires dans ce dernier Etat pour le compte d'un Etat tiers.

## Article 14

*Fin des fonctions consulaires*

Les fonctions d'un membre du poste consulaire prennent fin notamment par :

- a) la notification par l'Etat d'envoi à l'Etat de résidence du fait que ses fonctions ont pris fin;
- b) le retrait de l'exequatur conformément au paragraphe 3 de l'article 7;
- c) la notification par l'Etat de résidence à l'Etat d'envoi qu'il a cessé de considérer la personne en question comme membre du personnel consulaire, conformément au paragraphe 3 de l'article 7.

## CHAPITRE III

Facilités, privilèges et immunités concernant le poste consulaire,  
les fonctionnaires consulaires et les autres membres du poste consulaire

## SECTION I

*Facilités, privilèges et immunités concernant le poste consulaire*

## Article 15

*Facilités accordées au poste consulaire pour son activité*

L'Etat de résidence accorde toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions du poste consulaire.

## Article 16

*Pavillon et écusson nationaux*

1. Sur la porte d'entrée et sur la façade de l'immeuble où se trouve le poste consulaire peuvent être placés l'écusson aux armes de l'Etat d'envoi ainsi que l'enseigne consulaire rédigée dans la langue ou les langues officielles de l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence.
2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur le bâtiment consulaire et sur la résidence du chef de poste consulaire.
3. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut également être arboré sur le véhicule du chef de poste consulaire lorsque ce dernier s'en sert à des fins officielles.
4. Dans l'exercice des droits prévus au présent article il sera tenu compte des lois, règlements et coutumes de l'Etat de résidence.

## Article 17

*Facilités d'installation*

1. L'Etat d'envoi peut, dans les conditions et sous toutes formes prévues par la législation de l'Etat de résidence :
  - a) acquérir en propriété ou en jouissance, posséder, détenir ou occuper des terrains, bâtiments, parties de bâtiments et dépendances nécessaires pour l'établissement ou le maintien d'un poste consulaire ou pour la résidence des membres d'un poste consulaire;
  - b) construire pour les mêmes fins, des bâtiments, parties de bâtiments ou dépendances sur les terrains qu'il a acquis, possède ou occupe;
  - c) aliéner les droits ou les biens visés par les alinéas a) et b) du présent paragraphe.

2. S'il en est besoin, l'Etat d'envoi peut se faire assister par l'Etat de résidence pour réaliser les opérations mentionnées au paragraphe 1 du présent article.
3. Les dispositions du présent article ne dispensent pas l'Etat d'envoi de se conformer à la législation sur la construction et l'urbanisme applicable dans la zone où les immeubles sont situés.

#### Article 18

##### *Inviolabilité des locaux consulaires*

1. Les locaux consulaires sont inviolables.
2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pénétrer dans les locaux consulaires sauf avec le consentement soit du chef de poste consulaire, soit du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou de la personne désignée par l'un d'eux.  
En cas d'incendie ou autre sinistre exigeant des mesures de protection immédiates, les autorités de l'Etat de résidence doivent être prévenues d'urgence.
3. L'Etat de résidence a l'obligation spéciale de prendre toutes mesures appropriées pour empêcher que les locaux consulaires ne soient envahis ou endommagés et pour empêcher que la paix du poste consulaire ne soit troublée ou sa dignité amoindrie.
4. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une manière incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

#### Article 19

##### *Inviolabilité des résidences*

Les dispositions de l'article 18 de la présente Convention, relatives à l'inviolabilité des locaux consulaires, sont étendues à la résidence du chef de poste consulaire. Elles sont également étendues à la résidence des fonctionnaires consulaires dans la mesure où les paragraphes 1 et 2 de l'article 29 de la présente Convention sont applicables à ceux-ci.

#### Article 20

##### *Inviolabilité des archives*

Les archives consulaires sont inviolables à tout moment et indépendamment du lieu où elles se trouvent. Des documents non officiels ne peuvent être gardés dans les archives consulaires.

#### Article 21

##### *Liberté de communication*

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés, y compris les courriers diplomatiques ou consulaires, la valise diplomatique ou consulaire et les messages en code.  
Toutefois, le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec l'assentiment de l'Etat de résidence.
2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable. L'expression « correspondance officielle » s'entend de toute la correspondance relative au poste consulaire et à ses fonctions.
3. La valise consulaire ne doit être ni ouverte ni retenue. Si les autorités compétentes de l'Etat de résidence ont de sérieux motifs de croire que la valise contient d'autres objets que la correspondance, les documents et les objets visés au paragraphe 4 du présent article, elles peuvent demander que la valise soit renvoyée à son lieu d'origine.

4. La valise consulaire, qu'elle soit constituée d'un ou plusieurs colis, doit être scellée et porter des marques extérieures visibles de son caractère; elle ne peut contenir que la correspondance officielle ou des documents et objets relatifs exclusivement à l'activité du poste consulaire.

5. Le courrier diplomatique ou consulaire doit être porteur d'un document officiel attestant sa qualité et précisant le nombre de colis constituant la valise consulaire. A moins que l'Etat de résidence n'y consente, il ne doit être ni un ressortissant de l'Etat de résidence, ni, sauf s'il est ressortissant de l'Etat d'envoi, un résident permanent de l'Etat de résidence. Dans l'exercice de ses fonctions, ce courrier est protégé par l'Etat de résidence. Il jouit de l'inviolabilité de sa personne et ne peut être soumis à aucune forme d'arrestation ou de détention.

6. L'Etat d'envoi, ses missions diplomatiques et ses postes consulaires peuvent désigner des courriers diplomatiques ou consulaires ad hoc. Dans ce cas, les dispositions du paragraphe 5 du présent article sont également applicables, sous réserve que les immunités qui y sont mentionnées cesseront de s'appliquer dès que le courrier aura remis au destinataire la valise dont il a la charge.

7. A la suite d'un arrangement avec les autorités locales compétentes et en respectant les mesures de sécurité prévues par les règlements de l'Etat de résidence, la valise consulaire peut être confiée au commandant d'un navire ou d'un aéronef civil qui doit arriver à un point d'entrée autorisé. Ce commandant doit être porteur d'un document officiel indiquant le nombre de colis constituant la valise mais il n'est pas considéré comme un courrier consulaire.

Dans les mêmes conditions, le poste consulaire peut envoyer un de ses membres prendre directement et librement la valise des mains du commandant d'un navire ou d'un aéronef.

#### Article 22

##### *Réquisition et expropriation des locaux consulaires*

1. a) Les locaux consulaires et leur ameublement, les biens du poste consulaire ainsi que ses moyens de transport, ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition.
- b) Lesdits locaux ne seront toutefois pas exempts d'expropriation pour cause de défense nationale ou d'utilité publique, conformément aux lois de l'Etat de résidence.

Si l'expropriation est nécessaire à de telles fins et dans le cas où l'Etat d'envoi est propriétaire de ces locaux, une indemnité prompte, adéquate et effective lui sera versée.

A la demande de l'Etat d'envoi, des dispositions seront prises par l'Etat de résidence pour faciliter à l'Etat d'envoi, propriétaire ou locataire des locaux, la réinstallation du poste et en tout état de cause, pour éviter qu'il soit mis obstacle à l'exercice des fonctions consulaires.

2. Il en est de même en ce qui concerne les résidences des membres du poste consulaire, y compris les biens meubles et les moyens de transport.

#### Article 23

##### *Exemption fiscale des locaux consulaires et des biens meubles du poste consulaire*

1. L'Etat d'envoi est exempté de tous impôts et taxes de toute nature établis ou perçus dans l'Etat de résidence en ce qui concerne :

- a) l'acquisition en propriété, en possession ou en jouissance, la propriété, la possession ou la jouissance de terrains, de bâtiments ou de parties de bâtiments, la construction de bâtiments ou l'aménagement de terrains destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire ou à la résidence des fonctionnaires et employés consulaires;
- b) l'acquisition, la propriété, la possession ou l'utilisation de tous biens meubles destinés ou servant exclusivement aux besoins officiels d'un poste consulaire.

2. L'exemption visée au paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas aux taxes établies ou perçues en rémunération de services particuliers rendus.



3. Les exemptions visées au paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux impôts ou taxes qui suivant la législation de l'Etat de résidence sont à la charge de personnes ayant contracté avec l'Etat d'envoi ou avec la personne agissant en son nom.

#### Article 24

##### *Droits et taxes consulaires*

Le poste consulaire peut percevoir les droits et taxes prescrits par les dispositions législatives de l'Etat d'envoi. La perception de ces droits et taxes est exempte de tous impôts et taxes établis ou perçus dans l'Etat de résidence.

### SECTION II

#### *Facilités, privilèges et immunités concernant les fonctionnaires consulaires et les autres membres du poste consulaire*

#### Article 25

##### *Liberté de mouvement*

Sous réserve des lois et règlements relatifs aux zones dont l'accès est interdit ou réglementé pour des raisons de sécurité nationale, l'Etat de résidence assure la liberté de déplacement et de circulation sur son territoire à tous les membres du poste consulaire et aux membres de leur famille vivant à leur foyer.

#### Article 26

##### *Communication avec les autorités de l'Etat de résidence*

Dans l'exercice de leurs fonctions officielles, les fonctionnaires consulaires ont le droit de s'adresser par écrit ou oralement aux autorités de leur circonscription, y compris les représentants des autorités centrales.

#### Article 27

##### *Protection des fonctionnaires consulaires*

1. L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et prendra toutes mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.
2. L'Etat de résidence accordera toutes facilités aux fonctionnaires consulaires pour leur permettre d'exercer leurs activités et de jouir des facilités, privilèges et immunités accordés par la présente Convention et la législation de l'Etat de résidence.

#### Article 28

##### *Inviolabilité personnelle et immunité de juridiction du chef de poste consulaire*

1. Le chef de poste consulaire bénéficie de l'inviolabilité personnelle.
2. Le chef de poste consulaire jouit de l'immunité de juridiction pénale dans l'Etat de résidence. Il jouit également de l'immunité de juridiction civile et administrative, sauf s'il s'agit :
  - a) d'une action réelle concernant un immeuble privé situé sur le territoire de l'Etat de résidence, à moins que le chef de poste consulaire ne le possède pour le compte de l'Etat d'envoi aux fins des fonctions consulaires;
  - b) d'une action concernant une succession, dans laquelle le chef de poste consulaire figure comme exécuteur testamentaire, administrateur, héritier ou légataire à titre privé et non pas au nom de l'Etat d'envoi;

- c) d'une action concernant une activité professionnelle ou commerciale, quelle qu'elle soit, exercée par le chef de poste dans l'Etat de résidence en dehors de ses fonctions officielles;
- d) d'une action concernant un contrat que le chef de poste a conclu sans agir au nom de l'Etat d'envoi;
- e) d'une action civile intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé par un moyen de transport dans l'Etat de résidence;

3. Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l'égard du chef de poste consulaire sauf dans les cas prévus aux lettres a), b), c), d) et e) du paragraphe 2 du présent article, et pourvu que l'exécution puisse se faire sans qu'il soit porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne ou de sa demeure.

4. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent également aux membres de la famille du chef de poste consulaire vivant à son foyer sauf s'ils sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence, ou y exercent une activité de caractère lucratif.

#### Article 29

##### *Inviolabilité personnelle et immunité de juridiction du fonctionnaire consulaire*

1. Le fonctionnaire consulaire autre que le chef de poste ne peut être mis en état d'arrestation ni être soumis à aucune forme de privation de liberté à moins qu'il ne soit inculqué par les autorités judiciaires d'une infraction grave ou qu'il n'ait fait l'objet d'une condamnation judiciaire passée en force de chose jugée. Par « infraction grave », il faut comprendre toute infraction intentionnelle pour laquelle la législation de l'Etat de résidence prévoit une peine privative de liberté dont le minimum est de cinq ans, ou une peine plus grave.

2. Le fonctionnaire consulaire bénéficie en outre de l'immunité de juridiction prévue à l'article 30.

3. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent également aux membres de la famille d'un fonctionnaire consulaire vivant à son foyer sauf s'ils sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence ou y exercent une occupation de caractère lucratif.

#### Article 30

##### *Immunité de juridiction du personnel consulaire*

1. Les membres du personnel consulaire ne sont pas soumis à la juridiction de l'Etat de résidence en ce qui concerne les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

2. Cette immunité ne s'étend pas aux actions concernant un contrat que les membres du poste consulaire ont conclu sans agir au nom de l'Etat d'envoi ou à une action civile intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé par un moyen de transport dans l'Etat de résidence.

#### Article 31

##### *Notification des cas de poursuite, d'arrestation et de détention*

En cas de poursuite pénale, d'arrestation, de détention ou de limitation de liberté sous quelque forme que ce soit d'un membre du personnel consulaire ou d'un membre de sa famille vivant à son foyer, l'Etat de résidence est tenu d'en prévenir sans délai le chef de poste consulaire et, en son absence, le chef de la mission diplomatique.

#### Article 32

##### *Obligation de répondre comme témoin*

1. Les membres du poste consulaire peuvent sur l'invitation des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, être appelés à répondre comme témoins. Cependant, aucune mesure coercitive ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire consulaire ou d'un employé consulaire.

2. Les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence qui adressent à un fonctionnaire consulaire, une invitation à comparaître comme témoins, prennent toutes les mesures utiles pour éviter de gêner le fonctionnement du poste consulaire et, si possible, recueillent ses dépositions orales ou écrites au poste consulaire ou à sa résidence.

3. Les membres du poste consulaire y compris ceux qui sont ressortissants ou résidents permanents de l'Etat de résidence peuvent refuser de déposer sur des faits ayant trait à l'exercice de leurs fonctions et à produire la correspondance, les documents ou les objets y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

#### Article 33

##### *Exemption d'immatriculation et de permis de séjour*

Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer, s'ils n'ont pas la qualité de résidents permanents dans l'Etat de résidence ou s'ils n'y exercent aucune activité privée de caractère lucratif, sont exempts de toutes les obligations prévues par les lois et règlements de l'Etat de résidence en matière d'immatriculation des étrangers et de permis de séjour.

#### Article 34

##### *Exemption du permis de travail*

1. Les membres du poste consulaire sont exempts des obligations que les lois et règlements de l'Etat de résidence relatifs à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère imposent en matière de permis de travail.

2. Les membres du personnel privé des fonctionnaires consulaires et employés consulaires, s'ils n'exercent aucune autre occupation privée de caractère lucratif dans l'Etat de résidence, bénéficient de l'exemption visée au paragraphe 1 du présent article.

#### Article 35

##### *Exemption du régime de sécurité sociale*

1. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, les membres du poste consulaire, pour ce qui est des services qu'ils rendent à l'Etat d'envoi, et les membres de leur famille vivant à leur foyer, sont exemptés des dispositions de sécurité sociale qui peuvent être en vigueur dans l'Etat de résidence.

2. Toutefois, les ressortissants et les résidents permanents de l'Etat de résidence ne bénéficient pas de cette exemption.

3. L'exemption prévue au paragraphe 1 du présent article s'applique également aux membres du personnel privé qui sont au service exclusif des membres du poste consulaire, à condition :

- a) qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou n'y aient pas leur résidence permanente; et
- b) qu'ils soient soumis aux dispositions de sécurité sociale qui sont en vigueur dans l'Etat d'envoi ou dans un Etat tiers.

4. Les membres du poste consulaire qui ont à leur service des personnes auxquelles l'exemption prévue au paragraphe 3 ne s'applique pas, doivent observer les obligations de sécurité sociale de l'Etat de résidence imposées à l'employeur.

Le poste consulaire doit également observer ces obligations à l'égard des personnes visées au paragraphe 2 du présent article.

5. L'exemption prévue aux paragraphes 1 et 3 du présent article n'exclut pas la participation volontaire au régime de sécurité sociale de l'Etat de résidence, pour autant qu'elle soit admise par cet Etat.

## Article 36

*Exemption fiscale des rémunérations officielles des membres du poste consulaire*

Les membres du poste consulaire sont exemptés des impôts et taxes de toute nature, établis ou perçus dans l'Etat de résidence, en ce qui concerne les revenus, traitements, salaires ou appointements reçus de l'Etat d'envoi en rémunération de leurs fonctions officielles.

Cette exemption ne s'applique pas aux ressortissants et résidents permanents de l'Etat de résidence ni aux personnes qui y exercent une activité de caractère lucratif.

## Article 37

*Autres exemptions fiscales*

1. Les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires ainsi que les membres de leur famille vivant à leur foyer sont exemptés des impôts et taxes de toute nature, établis ou perçus dans l'Etat de résidence, à l'exception :

- a) des impôts indirects d'une nature telle qu'ils sont normalement incorporés dans le prix des marchandises ou des services;
- b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés situés sur le territoire de l'Etat de résidence;
- c) des droits de succession ou autres droits similaires, sous réserve des dispositions de l'article 38;
- d) des impôts et taxes sur les revenus privés, y compris les gains en capital, qui ont leur source dans l'Etat de résidence et des impôts prélevés sur les investissements effectués dans les entreprises commerciales ou financières situées dans l'Etat de résidence;
- e) des impôts et taxes perçus en rémunération de services particuliers rendus;
- f) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre.

2. Les exemptions visées au présent article ne s'appliquent pas aux ressortissants et résidents permanents de l'Etat de résidence et aux personnes qui y exercent une activité privée de caractère lucratif.

3. Les exemptions visées au présent article ne s'appliquent pas aux impôts et taxes qui, suivant la législation de l'Etat de résidence, sont à la charge des personnes qui ont contracté avec les personnes visées dans le présent article.

4. Les membres du poste consulaire qui emploient des personnes dont les traitements ou salaires ne sont pas exemptés de l'impôt sur le revenu dans l'Etat de résidence, doivent respecter les obligations que la législation de cet Etat impose aux employeurs en matière de perception de l'impôt sur le revenu.

## Article 38

*Succession d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille*

1. En cas de décès d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille vivant à son foyer, les biens meubles faisant partie de la succession et se trouvant dans l'Etat de résidence y sont exemptés des droits de succession et de tous impôts ou taxes analogues, si le défunt n'était pas ressortissant de ni résident permanent dans l'Etat de résidence et si ces biens s'y trouvaient exclusivement en raison de la présence du défunt dans l'Etat de résidence en tant que membre du poste consulaire ou membre de sa famille.

2. L'Etat de résidence autorise l'exportation des biens meubles du défunt, à l'exception de ceux qui ont été acquis dans cet Etat et qui font l'objet d'une prohibition d'exportation ou d'une restriction d'exportation.

## Article 39

*Exemption des droits de douane et de la visite douanière*

1. Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'Etat de résidence autorise l'importation et la réexportation et accorde l'exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes, autres que ceux qui sont destinés à couvrir des frais d'entrepôt, de transport et des frais relatifs à des services analogues, pour :

- a) les biens y compris les moyens de transport, destinés à l'usage officiel du poste consulaire;
  - b) les biens y compris les moyens de transport, destinés à l'usage personnel des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille vivant à leur foyer.
2. Les employés consulaires bénéficient des privilèges et exemptions prévus au paragraphe 1 du présent article pour ce qui est des objets importés lors de leur première installation.
  3. Les bagages personnels des fonctionnaires consulaires et des membres de leur famille vivant à leur foyer sont exemptés de la visite douanière. Ils ne peuvent être soumis à la visite que s'il y a de sérieuses raisons de supposer qu'ils contiennent des objets autres que ceux mentionnés au paragraphe 1 b) du présent article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par les lois et règlements de l'Etat de résidence ou soumise à des lois et règlements de quarantaine. Cette visite ne peut avoir lieu qu'en présence du fonctionnaire consulaire ou du membre de sa famille intéressé.
  4. Les privilèges et immunités prévus aux paragraphes 1, b), 2 et 3 du présent article ne s'appliquent ni aux ressortissants ni aux résidents permanents dans l'Etat de résidence ni aux personnes qui y exercent une activité privée de caractère lucratif.

#### Article 40

##### *Exemption des prestations personnelles*

1. Les membres du poste consulaire et les membres de leur famille vivant à leur foyer, pour autant qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence, sont exemptés du service militaire dans cet Etat.
2. Ils sont également exemptés de toute autre prestation obligatoire d'intérêt public, à condition qu'ils ne soient pas ressortissants ni résidents permanents dans l'Etat de résidence.

#### Article 41

##### *Renonciation aux privilèges et immunités*

1. L'Etat d'envoi peut renoncer à l'égard d'un membre du poste consulaire ou d'un membre de sa famille vivant à son foyer au bénéfice des dispositions prévues aux articles 28, 29, 30 et 32.
2. La renonciation doit toujours être expresse, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 du présent article, et doit être communiquée par écrit à l'Etat de résidence.
3. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire, dans une matière où il bénéficierait de l'immunité de juridiction, engage une procédure, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égard de toute demande reconventionnelle directement liée à la demande principale.
4. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas censée impliquer la renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement, pour lesquelles une renonciation distincte et expresse est nécessaire.

#### Article 42

##### *Dispositions spéciales relatives à l'occupation privée de caractère lucratif*

1. Les fonctionnaires consulaires n'exerceront dans l'Etat de résidence aucune activité professionnelle ou commerciale pour leur profit personnel.
2. Les privilèges et immunités prévus au présent chapitre ne sont pas accordés :
  - a) aux employés consulaires et aux membres du personnel de service qui exercent dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif;
  - b) aux membres de la famille d'une personne mentionnée à l'alinéa a) du présent paragraphe et aux membres de son personnel privé;

- c) aux membres de la famille d'un membre du poste consulaire qui exercent eux-mêmes dans l'Etat de résidence une occupation privée de caractère lucratif.

#### Article 43

##### *Respect des lois et règlements de l'Etat de résidence*

1. Toutes les personnes auxquelles la présente Convention confère des privilèges et immunités sont tenues de respecter la législation et la réglementation de l'Etat de résidence, y compris les règles sur la circulation routière et sur l'assurance des véhicules de transport.
2. Les droits, privilèges et immunités reconnus au fonctionnaire consulaire ou à l'employé consulaire ne peuvent être utilisés par celui-ci à des fins incompatibles avec sa qualité.

### CHAPITRE IV

#### Fonctions consulaires

#### Article 44

##### *Fonctions consulaires en général*

1. Les fonctionnaires consulaires protégeront, dans leur circonscription consulaire les droits et intérêts de l'Etat d'envoi et de ses personnes physiques et morales.
2. Les fonctionnaires consulaires contribueront au développement des relations commerciales, économiques, touristiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence et favoriseront le développement des relations amicales entre ces Etats.

#### Article 45

##### *Etat civil*

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit :
  - a) de recevoir toutes déclarations relatives à la nationalité prévues par la législation de l'Etat d'envoi;
  - b) d'immatriculer les ressortissants de l'Etat d'envoi et de leur délivrer des documents attestant cette immatriculation;
  - c) d'enregistrer les naissances et les décès de ressortissants de l'Etat d'envoi;
  - d) de recevoir, conformément à la législation de l'Etat d'envoi des déclarations relatives aux rapports de famille des ressortissants de cet Etat;
  - e) de célébrer des mariages entre intéressés qui sont tous les deux ressortissants de l'Etat d'envoi.
2. Les dispositions prévues sous c) et d) du paragraphe premier du présent article ne dispensent pas les intéressés de l'obligation d'effectuer les déclarations nécessaires et les notifications en vue de l'enregistrement des actes d'état civil conformément à la législation de l'Etat de résidence.

#### Article 46

##### *Fonctions concernant les légalisations*

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

- a) de légaliser les signatures et les sceaux apposés sur tout document émanant des autorités ou des agents publics de l'Etat d'envoi et de l'Etat de résidence;
- b) de légaliser les signatures apposées sur des documents par des ressortissants de l'Etat d'envoi.

## Article 47

*Fonctions diverses en matière administrative*

Les fonctionnaires consulaires peuvent, pour autant qu'ils y soient autorisés par la législation de l'Etat d'envoi :

- a) délivrer des extraits et des copies simples ou certifiées conformes de tout document qu'ils ont établi dans les limites de leur compétence;
- b) traduire des actes et des documents et en certifier la traduction;
- c) à moins que l'Etat de résidence ne s'y oppose, recevoir toute déclaration ou délivrer tout certificat qui pourrait être exigé par la législation de l'Etat d'envoi ou celle de l'Etat de résidence;
- d) en outre, dresser tous actes et exercer toute fonction consulaire compatible avec la législation de l'Etat de résidence;
- e) accomplir les formalités se rapportant à tout service national obligatoire, y compris les obligations militaires des ressortissants de l'Etat d'envoi;
- f) établir des certificats d'origine et autres documents similaires à valoir dans l'Etat de résidence.

## Article 48

*Fonctions notariales*

Les fonctionnaires consulaires, pour autant qu'ils y soient autorisés par la législation de l'Etat d'envoi et que les actes et contrats dont question ci-dessous ne soient pas contraires à la législation de l'Etat de résidence, ont le droit dans l'Etat de résidence, ou à bord des navires de l'Etat d'envoi, de dresser en la forme notariée :

- a) les actes et contrats passés entre des ressortissants de l'Etat d'envoi ainsi que les actes unilatéraux de ceux-ci pour autant que ces actes et contrats ne concernent pas la création, la mutation ou l'extinction de droits sur des biens immeubles situés dans l'Etat de résidence;
- b) les testaments des ressortissants de l'Etat d'envoi;
- c) les actes et contrats qui concernent exclusivement des biens situés ou des affaires à traiter dans l'Etat d'envoi, quelle que soit la nationalité des parties.

## Article 49

*Délivrance de titres de voyage et octroi de visas*

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

- a) de délivrer, modifier, prolonger ou retirer les passeports ou autres titres de voyage aux ressortissants de l'Etat d'envoi;
- b) de prolonger, étendre ou retirer les titres de voyage délivrés par l'Etat d'envoi aux apatrides résidents permanents de cet Etat;
- c) de délivrer des visas aux personnes qui désirent se rendre dans l'Etat d'envoi ou y passer en transit.

## Article 50

*Protection des mineurs et autres incapables*

1. a) Lorsque la protection d'un mineur ou d'un incapable, ressortissant de l'Etat d'envoi et résidant dans l'Etat de résidence, doit être organisée, les autorités de ce dernier Etat sont tenues, dès qu'elles ont connaissance de cette situation, d'en informer le poste consulaire.

La même procédure est applicable dans le cas de l'internement d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, pour cause de maladie mentale.

- b) Les fonctionnaires consulaires ont le droit d'organiser la protection des mineurs et des incapables, ressortissants de l'Etat d'envoi, en conformité avec la législation de cet Etat. Dans ce cas, les fonctionnaires consulaires doivent informer, aussitôt que possible, les autorités de l'Etat de résidence qu'ils procéderont à l'organisation de cette protection.
  - c) Les autorités tant judiciaires qu'administratives de l'Etat de résidence ont le droit, conformément à la législation de cet Etat, et en vue de sauvegarder les intérêts du mineur ou de l'incapable, d'organiser cette protection dans l'éventualité où les fonctionnaires consulaires informent les autorités que ni les autorités de l'Etat d'envoi ni eux-mêmes ne procéderont à l'organisation de celle-ci. A cette occasion, les fonctionnaires consulaires peuvent donner leur avis sur les mesures qu'ils estiment devoir être prises si les intérêts du mineur ou de l'incapable l'exigent.
2. Dans tous les cas d'urgence, les autorités de chaque Etat contractant sur le territoire duquel se trouvent le mineur, l'incapable ou des biens lui appartenant, prennent les mesures de protection nécessaires. Ces mesures cessent, sous réserve de leurs effets définitifs, aussitôt que les autorités compétentes selon le présent article ont pris les mesures exigées par la situation.

#### Article 51

##### *Communication avec les ressortissants de l'Etat d'envoi*

1. Afin que l'exercice des fonctions consulaires relatives aux ressortissants de l'Etat d'envoi soit facilité, les fonctionnaires consulaires ont le droit de communiquer verbalement ou par écrit avec les ressortissants de l'Etat d'envoi et de se rendre auprès d'eux. Les ressortissants de l'Etat d'envoi ont le même droit de communiquer avec les fonctionnaires consulaires et de se rendre auprès d'eux.

L'Etat de résidence ne limite en aucune façon l'accès des ressortissants de l'Etat d'envoi au poste consulaire.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informent sans retard le poste consulaire de l'Etat d'envoi de l'arrestation, de la détention ou de la limitation de liberté, sous quelque forme que ce soit, d'un ressortissant de cet Etat.

Cette information ne peut être différée par les autorités compétentes au-delà d'un délai de trois jours à partir de la date à laquelle l'arrestation, la détention ou la limitation de liberté aura eu lieu.

3. Les fonctionnaires consulaires sont autorisés à rendre visite aussitôt que possible, à tout ressortissant de l'Etat d'envoi qui, dans l'Etat de résidence, est arrêté, détenu ou limité dans sa liberté sous quelque forme que ce soit, à s'entretenir avec lui dans la langue de son choix et à communiquer avec lui. L'exercice de ces droits ne peut être différé par les autorités compétentes de l'Etat de résidence au-delà d'un délai de sept jours à compter de la date de l'arrestation, de la détention ou du début de la limitation de la liberté sous quelque forme que ce soit. Dans les mêmes délais, toute communication émanant d'un tel ressortissant et destinée au fonctionnaire consulaire est à transmettre à ce dernier par les soins des autorités de l'Etat de résidence.

4. Les fonctionnaires consulaires ont le droit, dans des conditions et des délais raisonnables, de rendre visite à un ressortissant de l'Etat d'envoi condamné et purgeant une peine d'emprisonnement, et d'échanger des communications avec lui, moyennant notification à l'autorité compétente et conformément aux règlements de la prison.

5. Les droits visés aux paragraphes 3 et 4 du présent article doivent être exercés conformément aux lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu que ces lois et règlements doivent permettre la pleine réalisation des fins pour lesquelles les droits sont accordés.

#### Article 52

##### *Représentation devant les tribunaux et autres autorités*

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prendre, conformément à la législation de l'Etat de résidence, des dispositions afin d'assurer devant les tribunaux et autres autorités de l'Etat de résidence la représentation appropriée des ressortissants de l'Etat d'envoi, y compris les personnes morales, lorsque ceux-ci, en raison de leur absence ou pour toute autre cause valable, ne sont pas en mesure de défendre en temps utile leurs droits et intérêts.



2. Cette représentation cesse lorsque les personnes représentées ont désigné un mandataire ou se sont chargées elles-mêmes de la défense de leurs droits et intérêts.

#### Article 53

##### *Assistance en matière judiciaire*

Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prêter assistance à tout ressortissant de l'Etat d'envoi dans ses rapports avec les autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence, de l'aider dans les procédures devant celles-ci et, si la législation de l'Etat de résidence le permet, de lui assurer à cet effet, l'assistance d'un avocat ou de toute autre personne, ainsi que de servir d'interprète pour ce ressortissant ou en désigner un pour l'assister.

#### Article 54

##### *Dépôts*

Les fonctionnaires consulaires ont le droit de recevoir en dépôt, dans la mesure où la législation de l'Etat de résidence ne s'y oppose pas, des sommes d'argent, des documents, y compris les testaments et objets de toute nature qui leur sont remis par les ressortissants de l'Etat d'envoi ou pour leur compte. Ces dépôts ne peuvent être exportés de l'Etat de résidence que conformément aux lois et règlements de cet Etat.

#### Article 55

##### *Fonctions concernant les successions*

1. En cas de décès dans l'Etat de résidence d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, l'autorité compétente est tenue d'en aviser sans retard le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi et de lui faire parvenir sans frais l'acte de décès ou tout autre document attestant le décès.
2.
  - a) Au cas où l'autorité de l'Etat de résidence apprend l'existence dans cet Etat d'une succession dont est bénéficiaire un ressortissant de l'Etat d'envoi, l'autorité mentionnée en avise sans retard le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi;
  - b) Le fonctionnaire consulaire informe les autorités de l'Etat de résidence si l'information lui parvient par une autre source.
3.
  - a) Le fonctionnaire consulaire peut demander aux autorités de l'Etat de résidence de prendre des mesures pour la conservation et l'administration des biens successoraux laissés dans cet Etat par un ou à un ressortissant de l'Etat d'envoi et de l'aviser des mesures qui auraient déjà été prises;
  - b) Le fonctionnaire consulaire peut prêter son concours, personnellement ou par mandataire, à la mise en œuvre des mesures visées au littéra a) du présent paragraphe.
4. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi est intéressé à une succession ouverte sur le territoire de l'Etat de résidence, et pour autant qu'il ne réside pas dans cet Etat et n'y soit pas représenté, le fonctionnaire consulaire a le droit, conformément à la législation de l'Etat de résidence, de le représenter personnellement ou par mandataire devant les tribunaux ou autres autorités de l'Etat de résidence.
5. Si, après l'accomplissement des formalités relatives à la succession sur le territoire de l'Etat de résidence, les meubles de la succession ou le produit de la vente des meubles et des immeubles échoient à un héritier ou à un légataire ressortissant de l'Etat d'envoi, qui ne réside pas sur le territoire de l'Etat de résidence et qui n'a pas désigné de mandataire, lesdits biens ou le produit de leur vente seront remis au fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi, à condition :
  - a) que soit justifiée la qualité de l'héritier ou légataire;
  - b) que les autorités compétentes aient, s'il y a lieu, autorisé la remise des biens successoraux ou du produit de leur vente;

- c) que toutes les dettes successorales, déclarées dans le délai prescrit par la législation de l'Etat de résidence, aient été payées ou garanties;
  - d) que les droits de succession aient été payés ou garantis.
6. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi, qui n'a pas de résidence habituelle dans l'Etat de résidence, décède pendant un séjour sur le territoire de cet Etat, ses objets personnels, biens meubles et valeurs qui n'auraient pas été réclamés par un héritier présent ou le mandataire des ayants droit, seront remis sans aucune procédure particulière au fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi à condition que les prétentions des créanciers du défunt dans l'Etat de résidence aient été satisfaites ou garanties.
7. Le fonctionnaire consulaire est en droit d'exporter, sous réserve des lois et règlements de l'Etat de résidence, les avoirs successoraux mentionnés aux paragraphes 5 et 6 ci-dessus.

#### Article 56

##### *Force probante*

Les actes et les documents dressés, certifiés ou authentifiés par le fonctionnaire consulaire, de même que les traductions de tels actes et documents effectuées ou certifiées par le fonctionnaire consulaire, ont, dans l'Etat de résidence, la même force probante que si ces actes, documents et traductions avaient été dressés, certifiés, authentifiés ou effectués par les autorités compétentes de l'Etat de résidence pourvu que les formalités régissant la matière dans cet Etat aient été respectées.

#### Article 57

##### *Fonctions consulaires en matière maritime*

1. Les fonctionnaires consulaires ont le droit de prêter toute aide et assistance à un navire de l'Etat d'envoi dans les ports, la mer territoriale et les eaux intérieures de l'Etat de résidence.
2. Les fonctionnaires consulaires ont le droit d'entrer en relation avec le capitaine et les membres de l'équipage et de se rendre à bord d'un navire de l'Etat d'envoi dès que celui-ci a été admis à la libre pratique.
3. Le capitaine et les membres de l'équipage d'un navire de l'Etat d'envoi ont le droit de se mettre en rapport avec le fonctionnaire consulaire et de se rendre au poste consulaire en se conformant à la législation de l'Etat de résidence relative à l'admission, au séjour et à la sortie des ressortissants étrangers.
4. Les fonctionnaires consulaires peuvent solliciter l'assistance des autorités compétentes de l'Etat de résidence pour toute question relative à l'exercice de leurs fonctions à l'égard d'un navire de l'Etat d'envoi, au capitaine et aux membres de l'équipage de ce navire.

#### Article 58

##### *Compétences du fonctionnaire consulaire à l'égard d'un navire de l'Etat d'envoi et de son équipage*

Les fonctionnaires consulaires ont le droit :

- a) de faire une enquête sur tout incident survenu à bord d'un navire de l'Etat d'envoi au cours du voyage, d'interroger le capitaine ou tout membre de l'équipage, d'examiner et viser les documents de bord, de recevoir les déclarations relatives au voyage et, d'une façon générale, de faciliter l'entrée, le séjour dans le port et le départ du navire;
- b) de prendre toutes dispositions pour l'enrôlement et le licenciement du capitaine ou de tout membre de l'équipage;
- c) de régler tous différends entre le capitaine et les membres de l'équipage et spécialement ceux relatifs aux gages et au contrat d'engagement en général;
- d) de prendre toutes dispositions pour le maintien de l'ordre et de la discipline à bord du navire;

- e) de prendre toutes dispositions pour assurer ou faciliter l'assistance médicale, y compris l'hospitalisation et le rapatriement du capitaine, de tout membre de l'équipage et des passagers;
- f) de recevoir, dresser, signer ou légaliser toute déclaration ou autres documents prévus par la législation de l'Etat d'envoi en ce qui concerne le navire;
- g) de se faire remettre les actes d'état civil que le capitaine a dressés à bord du navire pendant le voyage en conformité avec la législation de l'Etat d'envoi ainsi que les testaments qu'il y a reçus;
- h) de prêter aide et assistance au capitaine ou aux membres de l'équipage du navire dans leurs rapports avec les autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence et, à cet effet, de leur assurer une assistance juridique, et de leur servir d'interprète ou en désigner un pour les assister;
- i) de prendre toute autre disposition pour assurer l'application de la législation de l'Etat d'envoi en matière maritime sur les navires.

#### Article 59

##### *Intervention en matière maritime des autorités compétentes de l'Etat de résidence*

1. Sous réserve de dispositions contraires dans d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes, les autorités compétentes de l'Etat de résidence ne peuvent exercer leur juridiction soit à terre, soit à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, au sujet d'infractions commises à bord, sauf s'il s'agit de :
  - a) infractions commises par ou contre un ressortissant de l'Etat de résidence ou par ou contre toute personne autre que le capitaine ou un membre de l'équipage;
  - b) infractions compromettant la tranquillité ou la sécurité du port ou réprimées par la législation de l'Etat de résidence en matière de sûreté de l'Etat, de santé publique, d'immigration, de sauvegarde de la vie humaine en mer, de douane ou de pollution des eaux;
  - c) délit grave aux termes de la législation de l'Etat de résidence.

Dans les autres cas, ces autorités ne peuvent agir qu'à la requête ou avec le consentement du fonctionnaire consulaire.

2. Dans le cas où les autorités compétentes de l'Etat de résidence envisagent de prendre des mesures coercitives à bord d'un navire de l'Etat d'envoi ou d'instituer une enquête officielle à bord d'un navire de l'Etat d'envoi, elles doivent en aviser au préalable et dans le plus bref délai le fonctionnaire consulaire afin que celui-ci puisse être présent ou se faire représenter lorsque les autorités de l'Etat de résidence procèdent à l'exécution des mesures envisagées.

Si le fonctionnaire consulaire ou son représentant n'a pas été présent lors de l'exécution des mesures, les autorités de l'Etat de résidence lui adresseront, sur sa demande, une information complète sur les mesures qu'elles ont prises.

3. Les dispositions du paragraphe 2 s'appliquent également aux cas où les autorités compétentes auront à interroger à terre le capitaine ou un membre de l'équipage du navire.
4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux examens usuels effectués par les autorités de l'Etat de résidence concernant la santé publique, les passeports, la douane, la sauvegarde de la vie humaine en mer et la pollution des eaux.

#### Article 60

##### *Avarie, échouement ou naufrage*

1. Lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi subit une avarie grave, échoue ou fait naufrage dans la mer territoriale ou les eaux intérieures de l'Etat de résidence les autorités compétentes de cet Etat doivent informer sans délai le fonctionnaire consulaire de l'accident ainsi que des mesures prises en vue du sauvetage et de la protection du navire, de l'équipage, des passagers, de la cargaison, des provisions et des autres objets à bord.

2. Les fonctionnaires consulaires peuvent accorder toute aide à un tel navire, à ses passagers et aux membres de son équipage. Ils ont le droit de demander aux autorités de l'Etat de résidence qu'elles prennent et continuent

à prendre les mesures visées au paragraphe premier. Les autorités de l'Etat de résidence prêtent aux fonctionnaires consulaires l'aide nécessaire pour toutes mesures à prendre suite à l'avarie, à l'échouement ou au naufrage.

3. Lorsque le navire naufragé de l'Etat d'envoi, sa cargaison ou d'autres objets qui étaient à bord sont trouvés sur le rivage de l'Etat de résidence ou à proximité ou sont amenés dans un port de cet Etat et que ni le capitaine, ni le propriétaire du navire ou de la cargaison ou des objets, ni son agent, ni les assureurs ne sont présents ou ne peuvent prendre des dispositions pour leur conservation ou leur destination, les fonctionnaires consulaires sont autorisés à prendre comme représentants du propriétaire du navire, les mesures que ce dernier aurait pu prendre aux mêmes fins s'il avait été présent.

4. Les paragraphes 1 et 3 sont *mutatis mutandis* applicables à tout objet appartenant à un ressortissant de l'Etat d'envoi et provenant du bord ou de la cargaison d'un navire d'une nationalité autre que celle de l'Etat d'envoi, amené dans un port ou trouvé sur le rivage, à proximité du rivage de l'Etat de résidence, ou sur le navire qui a été avarié, a échoué ou a fait naufrage dans cet Etat.

5. Les fonctionnaires consulaires ont le droit d'assister à l'enquête ouverte pour déterminer les causes de l'avarie, à l'échouement ou du naufrage, dans la mesure où la législation de l'Etat de résidence le permet.

#### Article 61

##### *Fonctions en matière de trafic routier*

En ce qui concerne les véhicules automobiles effectuant dans l'Etat de résidence des transports routiers de voyageurs ou de marchandises, les fonctionnaires consulaires ont le droit, dans le cadre des dispositions de l'article 44 :

- 1) de prêter toute assistance au personnel de ces véhicules ainsi qu'aux voyageurs;
- 2) de prendre des mesures pour le maintien de l'ordre et de la discipline à bord des véhicules;
- 3) de prendre des mesures en vue de l'hospitalisation et du rapatriement du personnel ainsi que des voyageurs;
- 4) en cas d'accident, de prendre les dispositions nécessaires au sujet du personnel, des voyageurs, des véhicules et des marchandises et de demander des copies conformes des constats dressés par les autorités compétentes de l'Etat de résidence et de les faire parvenir aux personnes, entreprises et administrations intéressées.

#### Article 62

##### *Fonctions concernant l'aviation civile*

Sans préjudice des dispositions particulières régissant le statut respectif des navires et des aéronefs, les dispositions des articles 57 à 60 de la présente Convention s'appliquent d'une manière appropriée à un aéronef civil de l'Etat d'envoi, à condition qu'elles ne soient pas contraires aux lois et règlements de l'Etat de résidence ni aux autres Conventions en vigueur entre les Parties contractantes.

#### Article 63

##### *Autres fonctions consulaires*

1. Les fonctionnaires consulaires peuvent, si la législation de l'Etat de résidence le permet :
  - a) recevoir les pensions ou allocations dues aux ressortissants de l'Etat d'envoi absents de l'Etat de résidence;
  - b) remettre à tout bénéficiaire les allocations, pensions ou indemnités dues conformément à la législation de l'Etat d'envoi ou aux conventions internationales en matière sociale;
  - c) recevoir, en vue de les faire parvenir aux propriétaires, les objets égarés au cours d'un séjour temporaire dans l'Etat de résidence par des ressortissants de l'Etat d'envoi.

2. Outre les fonctions énumérées dans la présente Convention, les fonctionnaires consulaires sont autorisés à exercer toutes autres fonctions consulaires à condition que :
- a) elles aient été conférées par l'Etat d'envoi;
  - b) elles n'entraînent pas de conflit avec la législation de l'Etat de résidence;
  - c) les autorités de l'Etat de résidence, ayant été averties, ne s'opposent pas à leur exercice.

## CHAPITRE V

### Dispositions générales

#### Article 64

##### *Différends*

Les différends relatifs à l'interprétation des dispositions de la présente Convention qui surgiraient entre les Parties contractantes seront réglés par la voie diplomatique.

#### Article 65

##### *Ratification, entrée en vigueur, dénonciation*

1. La présente Convention doit être ratifiée et les instruments de ratification sont à échanger à Sofia aussitôt que possible. Elle entre en vigueur le trentième jour après la date de l'échange des instruments de ratification.
2. La Convention reste en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à partir de la date à laquelle l'une des Parties contractantes notifie par écrit et par la voie diplomatique la dénonciation de la Convention.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires ont signé la présente Convention et l'ont revêtue de leur sceau.

FAIT à Bruxelles, le 28 novembre 1978, en double exemplaire, en langues française, néerlandaise et bulgare, les trois textes faisant également foi.

*Pour Sa Majesté le Roi des Belges :*

H. SIMONET

*Pour le Conseil d'Etat  
de la République Populaire de Bulgarie :*

P. MLADENOV

## CONSULAIRE OVEREENKOMST

TUSSEN  
HET KONINKRIJK BELGIE  
EN  
DE VOLKSREPUBLIC BULGARIJE

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN

en

DE STAATSRAAD VAN DE VOLKSREPUBLIC BULGARIJE,

*Wensende* de consulaire betrekkingen tussen beide Staten te regelen en aldus bij te dragen tot de bevordering van hun onderlinge verhoudingen in de geest van de vriendschap die tussen beide Staten traditioneel bestaat,

*Geleid* door de wens de bescherming van de natuurlijke en de rechtspersonen van elk der Overeenkomstsluitende Partijen op het grondgebied van de andere op deze wijze te vergemakkelijken,

*Hebben besloten* te dien einde een consulaire overeenkomst te sluiten en hebben als hun gevolmachtigden aangewezen :

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN :

De Heer H. SIMONET, Minister van Buitenlandse Zaken,

DE STAATSRAAD VAN DE VOLKSREPUBLIC BULGARIJE :

De Heer P. MLADENOV, Minister van Buitenlandse Zaken,

*Die*, na elkaar hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten te hebben medegedeeld, zijn overeengekomen als volgt :

## HOOFDSTUK I

## Algemeen

## Artikel 1

*Begripsomschrijvingen*

In deze Overeenkomst wordt verstaan onder :

- a) « consulaire post », elk consulaat-generaal, consulaat, vice-consulaat of consulaire agentschap;
- b) « consulaire ressort », het ambtsgebied dat aan een consulaire post is toegekend ter uitoefening van de consulaire werkzaamheden;
- c) « hoofd van een consulaire post », de persoon die is aangewezen om in die hoedanigheid op te treden;
- d) « consulaire ambtenaar », iedere persoon, waaronder begrepen het hoofd van een consulaire post, aan wie in die hoedanigheid de uitoefening van consulaire werkzaamheden is opgedragen;
- e) « consulaire bediende », iedere persoon die werkzaam is bij de administratieve of technische dienst van een consulaire post;
- f) « lid van het bedienend personeel », iedere persoon die werkzaam is bij de huishoudelijke dienst van een consulaire post;

- g) « leden van de consulaire post », consulaire ambtenaren, consulaire bedienden en leden van het bedienend personeel;
- h) « leden van het consulaire personeel », consulaire ambtenaren, met uitzondering van het hoofd van de consulaire post, consulaire bedienden en leden van het bedienend personeel;
- i) « lid van het particulier personeel », de persoon die uitsluitend in particuliere dienst van een lid van de consulaire post werkzaam is;
- j) « consulaire gebouwen », de gebouwen of delen van gebouwen en de daarbijbehorende terreinen, ongeacht wie daarvan de eigenaar is, die uitsluitend worden gebruikt voor de werkzaamheden van een consulaire post;
- k) « consulaire archief », alle bescheiden, stukken, briefwisseling, boeken, filmen, geluidsbanden, registers van de consulaire post, het codemateriaal, de kaartsystemen alsmede de meubels bestemd voor het beschermen of opbergen van deze zaken;
- l) « schip van de Zendstaat », ieder vaartuig, behalve oorlogsschepen, dat overeenkomstig de wetgeving van de Zendstaat is ingeschreven of geregistreerd en dat onder de vlag van die Staat vaart;
- m) « luchtvaartuig van de Zendstaat », ieder luchtvaartuig, behalve militaire luchtvaartuigen, dat in die Staat is ingeschreven of geregistreerd overeenkomstig de wetgeving van die Staat en dat voorzien is van de bijzondere kentekenen van die Staat.

## HOOFDSTUK II

### Vestiging van de consulaire posten, benoeming van hun leden en beëindiging van de consulaire werkzaamheden

#### Artikel 2

##### *Vestiging van een consulaire post*

1. De Zendstaat kan met de toestemming van de Verblijfstaat een consulaire post op het grondgebied van deze laatste vestigen en in stand houden.
2. De zetel, de klasse en het consulaire ressort van de consulaire post alsmede de plaats waar de consulaire gebouwen gevestigd zijn, worden in onderlinge overeenstemming tussen de Zendstaat en de Verblijfstaat vastgesteld. Hetzelfde geldt ingeval van wijziging van de zetel, de klasse, het consulaire ressort of de plaats waar de consulaire gebouwen gevestigd zijn.

#### Artikel 3

##### *Benoeming en toelating van het hoofd van een post*

1. Alvorens het hoofd van een consulaire post te benoemen, vraagt de Zendstaat langs diplomatieke weg de instemming van de Verblijfstaat met het oog op deze benoeming. Ingeval de Verblijfstaat deze toestemming weigert, is hij niet verplicht de redenen voor zijn weigering aan de Zendstaat mede te delen.
2. Wanneer de instemming is verkregen, doet de diplomatieke zending van de Zendstaat aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat een document betreffende de benoeming, dat aanstellingsbrief wordt genoemd, toekomen. Dit document vermeldt de naam en voornamen, de nationaliteit en de klasse van het hoofd van de consulaire post, de zetel van de consulaire post en het consulaire ressort waarbinnen hij zijn werkzaamheden zal vervullen.
3. Na ontvangst van de aanstellingsbrief, verleent de Verblijfstaat zo spoedig mogelijk en kosteloos een machtigingsdocument dat exequatur wordt genoemd. In afwachting dat het exequatur wordt verleend, kan de Verblijfstaat een voorlopige machtiging aan het hoofd van een consulaire post verlenen.
4. Het hoofd van een consulaire post kan tot de uitoefening van zijn werkzaamheden worden toegelaten zodra de Verblijfstaat het exequatur of een andere voorlopige machtiging heeft verleend en geniet vanaf dat ogenblik het voordeel van de bepalingen van deze Overeenkomst.

## Artikel 4

*Kennisgeving aan de overheden van het consulaire ressort van de benoeming van het hoofd van een consulaire post*

1. Zodra het hoofd van een consulaire post gemachtigd is om zijn ambt uit te oefenen, zelfs indien dit voorlopig is, stelt de Verblijfstaat de bevoegde overheden van het consulaire ressort onmiddellijk hiervan in kennis.
2. Deze Staat zorgt er tevens voor dat de noodzakelijke maatregelen worden getroffen om het hoofd van de consulaire post in staat te stellen zijn ambtelijke werkzaamheden te verrichten en de behandeling te genieten waarin de bepalingen van deze Overeenkomst voorzien.

## Artikel 5

*Nationaliteit van de consulaire ambtenaar*

Alleen een onderdaan van de Zendstaat kan als consulaire ambtenaar worden benoemd. Hij mag geen ingezetene van de Verblijfstaat zijn noch er een op winst gerichte bezigheid uitoefenen.

## Artikel 6

*Benoeming van de leden van het consulaire personeel*

Aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat wordt vooraf langs diplomatieke weg kennis gegeven van :

1. de benoeming van een lid van de consulaire post, zijn ambtsaanvaarding, zijn naam, voornamen, nationaliteit, datum van zijn aankomst en van zijn definitief vertrek of de beëindiging van zijn functie en alle andere wijzigingen betreffende zijn functie gedurende de tijd dat hij bij de consulaire post werkzaam is;
2. de datum van aankomst en van definitief vertrek van gezinsleden van een lid van de consulaire post die bij hem inwonen en het feit dat een persoon gezinslid wordt of ophoudt het te zijn.

## Artikel 7

*Tot persona non grata verklaarde personen*

1. De Verblijfstaat kan ten allen tijde de Zendstaat ervan in kennis stellen dat een consulaire ambtenaar tot persona non grata is verklaard of dat een ander lid van het consulaire personeel niet langer aanvaardbaar is, zonder verplicht te zijn de redenen voor deze beslissing mede te delen.
2. Indien deze mededeling gedaan wordt vóór de aankomst op het grondgebied van de Verblijfstaat van een als lid van de consulaire post benoemde persoon, of indien deze persoon zich reeds in de Verblijfstaat bevindt vooraleer hij zijn werkzaamheden bij de consulaire post aanvangt, dient de Zendstaat zijn benoeming in te trekken. Indien zij gedaan wordt na de aankomst of de ambtsaanvang, roept de Zendstaat de betrokken persoon terug of beëindigt zijn werkzaamheden bij de consulaire post.
3. Indien de Zendstaat weigert of in gebreke blijft binnen een redelijke termijn zijn verplichtingen na te komen krachtens lid 2 van dit artikel kan de Verblijfstaat, volgens het geval, het exequatur van de betrokken persoon intrekken of deze niet langer beschouwen als lid van het consulaire personeel.

## Artikel 8

*Identificatiedocument*

1. Het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat geeft aan ieder lid van een consulaire post dat geen onderdaan noch ingezetene van de Verblijfstaat is, een identiteitskaart af. Deze kaart is voorzien van een foto en vermeldt zijn identiteit en zijn hoedanigheid als lid van de consulaire post.



2. Het in alinea 1 van dit artikel bedoelde document wordt overeenkomstig de wetten en reglementen van de Verblijfstaat eveneens afgegeven aan de gezinsleden van een lid van de consulaire post die bij hem inwonen.

#### Artikel 9

##### *Het effectief van het consulaire personeel*

Het effectief van het personeel van de consulaire post wordt door de Zendstaat en de Verblijfstaat in gemeen overleg vastgesteld.

#### Artikel 10

##### *Uitoefening van consulaire werkzaamheden door een diplomatieke zending*

1. De bepalingen van dit verdrag zijn eveneens van toepassing, voor zover de context het toelaat, op de uitoefening van consulaire werkzaamheden door de diplomatieke zending.
2. De naam en voornamen van de leden van de diplomatieke zending verbonden aan de consulaire afdeling of anderszins belast met de uitoefening van de consulaire werkzaamheden van de zending, worden aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat genotificeerd.
3. De uitoefening van consulaire werkzaamheden door de leden van een diplomatieke zending als bedoeld in het tweede lid van dit artikel, doet geen afbreuk aan de voorrechten en immuniteiten die zij als leden van de diplomatieke zending genieten.

#### Artikel 11

##### *Voorlopige leiding van de consulaire post*

1. Indien het hoofd van een consulaire post om enigerlei reden verhinderd is zijn werkzaamheden uit te oefenen of indien zijn plaats openstaat, kan de Zendstaat een waarnemend hoofd aanwijzen die voorlopig als hoofd van de post kan optreden.
2. De Zendstaat notificeert van tevoren lang diplomatieke weg de naam en de voornamen van het waarnemend hoofd van de post aan het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Verblijfstaat. In deze kennisgeving wordt verduidelijkt of het gaat om een lid van de diplomatieke zending of om een lid van de consulaire post van de Zendstaat en in welke hoedanigheid hij zijn werkzaamheden uitoefent.
3. De Verblijfstaat kan de toelating, als waarnemend hoofd van een post, afhankelijk stellen van zijn goedkeuring indien het gaat om een persoon die noch een diplomatiek noch een consulaire ambtenaar van de Zendstaat in de Verblijfstaat is.

Een onderdaar van de Verblijfstaat kan echter niet als waarnemend hoofd van een post worden benoemd.

4. De bepalingen van deze Overeenkomst zijn op het waarnemend hoofd in dezelfde mate van toepassing als zij dit zijn op het hoofd van de consulaire post.
5. Wanneer in de in lid 1 van dit artikel bedoelde omstandigheden een lid van het diplomatiek personeel van de diplomatieke zending van de Zendstaat in de Verblijfstaat door de Zendstaat wordt aangewezen als waarnemend hoofd van een consulaire post, blijft hij diplomatieke voorrechten en immuniteiten genieten.

#### Artikel 12

##### *Territoriale grenzen waarbinnen de consulaire werkzaamheden worden uitgeoefend*

1. De consulaire ambtenaren mogen hun werkzaamheden slechts uitoefenen in het ressort van de consulaire post.

De consulaire ambtenaren kunnen nochtans, met de toestemming van de Verblijfstaat, hun werkzaamheden buiten dit ressort uitoefenen.

2. De Zendstaat kan, na hiervan de Verblijfstaat en een derde Staat in kennis te hebben gesteld en met de instemming van deze laatsten, een consulaire post in de Verblijfstaat opdragen consulaire werkzaamheden in de derde Staat uit te oefenen.

### Artikel 13

#### *Uitoefening van consulaire werkzaamheden ten behoeve van een derde Staat*

Een consulaire post van de Zendstaat kan met de voorafgaande toestemming van de Verblijfstaat, in deze Staat consulaire werkzaamheden uitoefenen ten behoeve van een derde Staat.

### Artikel 14

#### *Beëindiging van de consulaire werkzaamheden*

De werkzaamheden van een lid van een consulaire post worden onder meer beëindigd door :

- a) kennisgeving door de Zendstaat aan de Verblijfstaat dat de werkzaamheden van de bedoelde persoon zijn beëindigd;
- b) intrekking van het exequatur overeenkomstig lid 3 van artikel 7;
- c) kennisgeving door de Verblijfstaat aan de Zendstaat dat de Verblijfstaat de bedoelde persoon niet meer als lid van het consulaire personeel beschouwt, overeenkomstig lid 3 van artikel 7.

## HOOFDSTUK III

### *Faciliteiten, voorrechten en immuniteiten die betrekking hebben op de consulaire post, consulaire ambtenaren en andere leden van een consulaire post*

## AFDELING I

### *Faciliteiten, voorrechten en immuniteiten die betrekking hebben op een consulaire post*

### Artikel 15

#### *Faciliteiten voor de werkzaamheden van de consulaire post*

De Verblijfstaat verleent alle faciliteiten voor de verrichting van de werkzaamheden van de consulaire post.

### Artikel 16

#### *Nationale vlag en nationaal wapen*

1. Op de toegangsdeur en op de gevel van het gebouw dat de consulaire post huisvest, mag het nationaal wapen van de Zendstaat alsmede een bord met de naam van de consulaire post in de officiële taal of talen van de Zendstaat en van de Verblijfstaat worden aangebracht.
2. De nationale vlag van de Zendstaat mag op het consulaire gebouw en op de ambtswoning van het hoofd van de consulaire post worden geheesen.
3. De nationale vlag van de Zendstaat mag eveneens op de vervoermiddelen van het hoofd van de consulaire post worden geheesen wanneer deze voor officiële doeleinden worden gebruikt.
4. Bij de uitoefening van de in dit artikel bepaalde rechten wordt rekening gehouden met de wetten, regelingen en gebruiken van de Verblijfstaat.

## Artikel 17

*Installatie-faciliteiten*

1. De Zendstaat kan, onder de voorwaarden en in alle vormen waarin de wetgeving van de Verblijfstaat voorziet :
  - a) de eigendom of het genot verwerven van terreinen, gebouwen, gedeelten van gebouwen en aanhorigheden die voor de vestiging en de instandhouding van een consulaire post of voor de huisvesting van de leden van een consulaire post nodig zijn, deze respectievelijk bezitten, onder zich hebben of gebruiken;
  - b) voor dezelfde doeleinden gebouwen, gedeelten van gebouwen of aanhorigheden optrekken op de terreinen die hij verkregen heeft, bezit of gebruikt;
  - c) de rechten of de goederen bedoeld in de alinea's a) en b) van dit lid vervreemden.
2. Indien nodig kan de Zendstaat zich door de Verblijfstaat laten bijstaan om de in lid 1 van dit artikel vermelde handelingen te verrichten.
3. De bepalingen van dit artikel ontslaan de Zendstaat niet van de verplichting zich te schikken naar de wetgeving inzake bouw en stedenbouw van toepassing in de streek waar de onroerende goederen gelegen zijn.

## Artikel 18

*Onschendbaarheid van de consulaire gebouwen*

1. De consulaire gebouwen zijn onschendbaar.
2. De overheden van de Verblijfstaat mogen ze niet betreden zonder de toestemming hetzij van het hoofd van de consulaire post, hetzij van het hoofd van de diplomatieke zending van de Zendstaat of van de personen die door hen zijn aangewezen.

In geval van brand of een andere ramp die onmiddellijk beschermend optreden noodzakelijk maakt dienen de overheden van de Verblijfstaat onverwijld verwittigd te worden.
3. Op de Verblijfstaat rust de bijzondere verplichting alle passende maatregelen te nemen om de consulaire gebouwen tegen indringers en tegen het toebrengen van schade te beschermen en te verhinderen dat de rust van de consulaire post op enigerlei wijze wordt verstoord of dat aan zijn waardigheid afbreuk wordt gedaan.
4. De consulaire gebouwen mogen niet gebruikt worden op een wijze strijdig met de uitoefening van de consulaire werkzaamheden.

## Artikel 19

*Onschendbaarheid van de ambtswoningen*

De bepalingen van artikel 18 van deze Overeenkomst, betreffende de onschendbaarheid van de consulaire gebouwen, worden tot de ambtswoning van het hoofd van de consulaire post uitgebreid. Zij zijn eveneens van toepassing op de woning van de consulaire ambtenaren voor zover de leden 1 en 2 van artikel 29 van deze Overeenkomst op deze laatste van toepassing zijn.

## Artikel 20

*Onschendbaarheid van het archief*

Het consulaire archief is te allen tijde en waar het zich ook bevindt onschendbaar.  
Niet officiële stukken mogen niet in het consulaire archief worden bewaard.

## Artikel 21

*Vrijheid van verbindingen*

1. Door de Verblijfstaat wordt aan de consulaire post toegestaan voor alle officiële doeleinden onbelemmerd verbindingen te onderhouden; deze verbindingen worden door de Verblijfstaat beschermd. Bij zijn verbindingen met de regering, de diplomatieke zendingen en de andere consulaire posten van de Zendstaat, waar deze zich ook mogen bevinden, mag de consulaire post alle daarvoor in aanmerking komende middelen gebruiken, diplomatieke of consulaire koeriers, diplomatieke of consulaire tassen en codeberichten daarbij inbegrepen.

De consulaire post mag evenwel geen radiozender installeren en gebruiken zonder toestemming van de Verblijfstaat.

2. De officiële briefwisseling van de consulaire post is onschendbaar. Onder officiële briefwisseling wordt verstaan alle op de consulaire post en zijn werkzaamheden betrekking hebbende briefwisseling.

3. De consulaire tas mag niet worden geopend of vastgehouden. Indien de bevoegde overheden van de Verblijfstaat echter ernstige redenen hebben om aan te nemen dat de tas iets anders bevat dan de briefwisseling, de documenten of de goederen bedoeld in lid 4 van dit artikel, kunnen zij verzoeken dat de tas naar de plaats van verzending wordt teruggestuurd.

4. De consulaire tas, of ze nu gevormd is door een of meerdere pakketten, moet vergezeld zijn en aan de buitenkant duidelijk zichtbare kentekenen dragen, waaruit haar aard blijkt; zij mag slechts officiële briefwisseling of documenten en uitsluitend voor de werking van de consulaire post bestemde goederen bevatten.

5. De diplomatieke of consulaire koerier dient een officieel document bij zich te dragen waaruit zijn hoedanigheid en het aantal pakketten blijken waaruit de consulaire tas is samengesteld. Behoudens toestemming van de Verblijfstaat mag hij geen onderdaan zijn van de Verblijfstaat noch, behalve indien hij onderdaan van de Zendstaat is, duurzaam verblijf houden in de Verblijfstaat. Bij de uitoefening van zijn werkzaamheden, wordt hij door de Verblijfstaat beschermd. Hij geniet persoonlijke onschendbaarheid en is gevrijwaard tegen elke vorm van aanhouding of gevangenhouding.

6. De Zendstaat, zijn diplomatieke zendingen en zijn consulaire posten kunnen diplomatieke of consulaire koeriers ad hoc aanwijzen. In deze gevallen zijn de bepalingen van lid 5 van dit artikel eveneens van toepassing, met dien verstande dat de daarin vermelde immuniteiten niet meer van toepassing zijn zodra de koerier de hem toevertrouwde consulaire tas aan de geadresseerde heeft overhandigd.

7. Na overeenkomst met de bevoegde plaatselijke overheden en op voorwaarde dat de veiligheidsmaatregelen waarin de reglementen van de Verblijfstaat voorzien worden nageleefd, kan de consulaire tas worden toevertrouwd aan de gezagvoerder van een schip of van een burgerluchtvaartuig met als bestemming een officieel erkende landingsplaats. Deze gezagvoerder dient te worden voorzien van een officieel document waaruit het aantal pakketten blijkt waaruit de consulaire tas is samengesteld, doch hij wordt niet als consulaire koerier beschouwd.

Onder dezelfde voorwaarden kan de consulaire post een van zijn leden zenden om de tas rechtstreeks en zonder verdere formaliteiten uit handen van de gezagvoerder van het schip of het luchtvaartuig in ontvangst te nemen.

## Artikel 22

*Opvordering en onteigening van de consulaire gebouwen*

1. a) De consulaire gebouwen en hun meubilair, de goederen alsmede de vervoermiddelen van de consulaire post, zijn volledig gevrijwaard tegen opvordering.
- b) Genoemde gebouwen zijn evenwel niet vrijgesteld van onteigening voor doeleinden van landsverdediging of openbaar nut, overeenkomstig de wetten van de Verblijfstaat. Indien onteigening voor zulke doeleinden noodzakelijk is en ingeval de Zendstaat eigenaar van deze gebouwen is, dient hem terstond toereikende en doelmatige schadevergoeding te worden betaald. Op verzoek van de Zendstaat dienen door de Verblijfstaat maatregelen te worden genomen om de reïnstallatie van de post van de

Zendstaat, die eigenaar of huurder van de gebouwen is, te vergemakkelijken en om, hoe dan ook, te vermijden dat de uitoefening van de consulaire werkzaamheden daarvan hinder ondervindt.

2. Hetzelfde geldt met betrekking tot de ambtswoningen van de leden van de consulaire post, met inbegrip van de roerende goederen en de vervoermiddelen.

#### Artikel 23

##### *Vrijstelling van belasting van consulaire gebouwen en van roerende goederen van de consulaire post*

1. De Zendstaat is vrijgesteld van alle belastingen en rechten van iedere aard welke in de Verblijfstaat worden ingesteld of geheven met betrekking tot :
  - a) het verkrijgen van de eigendom, van het bezit of van het genot, de eigendom, het bezit of het genot van terreinen, van gebouwen of van gedeelten van gebouwen, het oprichten van gebouwen of het aanleggen van terreinen bestemd of uitsluitend dienend voor de officiële behoeften van een consulaire post of voor de huisvesting van de consulaire ambtenaren en bedienden;
  - b) het verkrijgen, de eigendom, het bezit of het gebruik van alle roerende goederen bestemd of uitsluitend dienend om te voorzien in de officiële behoeften van een consulaire post.
2. De in lid 1 van dit artikel bedoelde vrijstelling is niet van toepassing op de belastingen die ter vergoeding van bijzondere diensten worden ingesteld of geïnd.
3. De in lid 1 van dit artikel bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing op de belastingen of heffingen die krachtens de wetgeving van de Verblijfstaat ten laste vallen van personen die met de Zendstaat of met de in zijn naam handelende persoon een overeenkomst hebben aangegaan.

#### Artikel 24

##### *Consulaire rechten en heffingen*

De consulaire post mag de rechten en heffingen innen waarop de wettelijke bepalingen van de Zendstaat voorzien. De inning van deze rechten en heffingen is vrijgesteld van alle belastingen en heffingen die in de Verblijfstaat worden ingesteld of geïnd.

### AFDELING II

#### *Faciliteiten, voorrechten en immuniteiten met betrekking tot consulaire ambtenaren en andere leden van een consulaire post*

#### Artikel 25

##### *Vrijheid van beweging*

Onder voorbehoud van de wetten en reglementen van de Verblijfstaat betreffende gebieden waarvan de toegang om redenen van nationale veiligheid verboden of aan beperkingen onderworpen is, draagt de Verblijfstaat er zorg voor dat alle leden van de consulaire post en hun inwonende gezinsleden zich vrijelijk op zijn grondgebied kunnen bewegen en er vrijelijk kunnen reizen.

#### Artikel 26

##### *Contact met de overheden van de Verblijfstaat*

Bij de uitoefening van hun officiële werkzaamheden, hebben de consulaire ambtenaren het recht zich schriftelijk dan wel mondeling te wenden tot de overheden van hun ressort, met inbegrip van de vertegenwoordigers van de centrale overheid.

## Artikel 27

*Bescherming van consulaire ambtenaren*

1. De Verblijfstaat behandelt de consulaire ambtenaren met al de eerbied die hun verschuldigd is en neemt alle passende maatregelen om te verhinderen dat hun persoon, hun vrijheid of waardigheid in gevaar wordt gebracht.
2. De Verblijfstaat verleent alle faciliteiten aan de consulaire ambtenaren voor de verrichting van hun werkzaamheden en om hen in staat te stellen de faciliteiten, voorrechten en immuniteiten die door deze Overeenkomst en de wetgeving van de Verblijfstaat worden toegekend te genieten.

## Artikel 28

*Persoonlijke onschendbaarheid en immuniteit van rechtsmacht van het hoofd van een consulaire post*

1. Het hoofd van de consulaire post geniet de persoonlijke onschendbaarheid.
2. Het hoofd van een consulaire post geniet in de Verblijfstaat immuniteit van rechtsmacht in strafzaken. Hij geniet eveneens immuniteit van rechtsmacht in burgerlijke en administratieve zaken, behalve wanneer het gaat om:
  - a) een zakelijke vordering betreffende een particulier onroerend goed gelegen op het grondgebied van de Verblijfstaat, tenzij het hoofd van de consulaire post het bezit voer rekening van de Zendstaat, met het oog op de uitoefening van zijn consulaire werkzaamheden;
  - b) een vordering betreffende een nalatenschap, waarin het hoofd van een consulaire post optreedt als testamentuitvoerder, beheerder, erfgenaam of legataris, in eigen naam en niet namens de Zendstaat;
  - c) een vordering betreffende enige beroeps- of handelsactiviteit, die het hoofd van de post in de Verblijfstaat buiten zijn ambt uitoefent;
  - d) een vordering voortvloeiend uit een overeenkomst gesloten door het hoofd van een post waarbij hij echter niet in de naam van de Zendstaat is opgetreden;
  - e) een burgerlijke vordering ingesteld door een derde in verband met schade voortvloeiende uit een ongeval in de Verblijfstaat veroorzaakt door een vervoermiddel.
3. Geen enkele maatregel tot tenuitvoerlegging mag ten opzichte van het hoofd van een consulaire post worden genomen, behalve in de gevallen bepaald in de alinea's a), b), c), d) en e) van lid 2 van onderhavig artikel, en op voorwaarde dat de tenuitvoerlegging kan gebeuren zonder dat zijn recht op onschendbaarheid van zijn persoon of van zijn woning wordt aangetast.
4. De bepalingen van de leden 1 en 2 van onderhavig artikel zijn eveneens van toepassing op de inwonende gezinsleden van het hoofd van de consulaire post, behalve wanneer deze personen onderdanen of ingezetenen van de Verblijfstaat zijn of er een op winst gerichte activiteit uitoefenen.

## Artikel 29

*Persoonlijke onschendbaarheid en immuniteit van rechtsmacht van de consulaire ambtenaar*

1. Een consulaire ambtenaar die geen hoofd van een post is mag niet worden aangehouden noch aan enige vorm van vrijheidsbeneming worden onderworpen, tenzij hij door de rechterlijke overheden van de Verblijfstaat van een zwaar misdrijf wordt beschuldigd of tenzij tegen hem een gerechtelijke veroordeling is uitgesproken die kracht van gewijsde heeft verkregen. Onder « zwaar misdrijf » wordt verstaan ieder met voorbedachte raad gepleegd misdrijf waarvoor de wetgeving van de Verblijfstaat een vrijheidsstraf, van ten minste vijf jaar of een zwaardere straf voorziet.
2. Een consulaire ambtenaar geniet bovendien de in artikel 30 bepaalde immuniteit van rechtsmacht.
3. De bepalingen van lid 1 van het onderhavig artikel zijn eveneens van toepassing op de inwonende gezinsleden van een consulaire ambtenaar, behalve indien zij onderdanen of ingezetenen van de Verblijfstaat zijn en er een op winst gerichte activiteit uitoefenen.

## Artikel 30

*Immunitéit van rechtsmacht van het consulaire personeel*

1. De leden van het consulaire personeel zijn niet onderworpen aan de rechtsmacht van de Verblijfstaat met betrekking tot handelingen verricht bij de uitoefening van hun ambt.
2. Deze immunitéit strekt zich niet uit tot vorderingen betreffende een overeenkomst die leden van een consulaire post hebben gesloten zonder daarbij te handelen namens de Zendstaat of tot een burgerlijke rechtsvordering ingesteld door een derde wegens in de Verblijfstaat door een voertuig veroorzaakte schade.

## Artikel 31

*Kennisgeving van vervolging, aanhouding en gevangenhouding*

Indien een lid van het consulaire personeel of een inwonend gezinslid strafrechtelijk vervolgd, aangehouden, in hechtenis genomen of hoe dan ook in zijn vrijheid beperkt wordt, dient de Verblijfstaat het hoofd van de consulaire post en in zijn afwezigheid het hoofd van de diplomatieke zending hiervan zonder verwijl in kennis te stellen.

## Artikel 32

*De verplichting om als getuige op te treden*

1. De leden van een consulaire post kunnen op uitnodiging van de rechterlijke of administratieve overheden van de Verblijfstaat, worden opgeroepen om als getuige op te treden. Er mag evenwel geen enkele dwangmaatregel tegen een consulaire ambtenaar of een consulaire bediende worden getroffen.
2. De rechterlijke of administratieve overheden van de Verblijfstaat, die aan een consulaire ambtenaar een uitnodiging richten om als getuige te verschijnen, treffen alle nodige maatregelen om te voorkomen dat de werkzaamheden van de consulaire post daardoor worden gehinderd en nemen waar mogelijk, zijn mondelinge of schriftelijke verklaringen in ontvangst op de consulaire post of te zijnen huize.
3. De leden van een consulaire post, met inbegrip van diegenen die onderdanen of ingezetenen van de Verblijfstaat zijn, kunnen weigeren als getuige op te treden inzake aangelegenheden verband houdende met de uitoefening van hun ambt of briefwisseling, documenten of voorwerpen over te leggen die daarop betrekking hebben. Zij hebben eveneens het recht te weigeren als getuige-deskundige betreffende het nationaal recht van de Zendstaat op te treden.

## Artikel 33

*Vrijstelling van registratie en van verblijfsvergunning*

Consulaire ambtenaren en consulaire bedienden, alsook hun inwonende gezinsleden, indien zij geen ingezetenen van de Verblijfstaat zijn of er geen winstgevende activiteit uitoefenen, zijn vrijgesteld van iedere verplichting waarin de wetten en reglementen van de Verblijfstaat met betrekking tot vreemdelingenregistratie en verblijfsvergunningen voorzien.

## Artikel 34

*Vrijstelling van arbeidskaart*

1. De leden van de consulaire post zijn vrijgesteld van de verplichting inzake arbeidskaart opgelegd door de wetten en reglementen van de Verblijfstaat betreffende de tewerkstelling van werknemers van vreemde nationaliteit.
2. Leden van het particulier personeel van consulaire ambtenaren en van consulaire bedienden genieten, indien zij geen andere winstgevende activiteit in de Verblijfstaat uitoefenen, de in lid 1 van dit artikel bedoelde vrijstelling.

## Artikel 35

*Vrijstelling van sociale zekerheid*

1. Met inachtneming van de bepalingen van lid 3 van dit artikel zijn de leden van de consulaire post ten aanzien van diensten voor de Zendstaat verricht, alsmede hun inwonende gezinsleden, vrijgesteld van de eventueel in de Verblijfstaat van kracht zijnde voorschriften op het gebied van de sociale zekerheid.
2. Onderdanen en ingezetenen van de Verblijfstaat genieten deze vrijstelling evenwel niet.
3. De in lid 1 van dit artikel bedoelde vrijstelling geldt ook voor de leden van het particulier personeel die uitsluitend in dienst zijn van leden van de consulaire post, op voorwaarde :
  - a) dat zij geen onderdaan zijn van of duurzaam verblijf houden in de Verblijfstaat; en
  - b) dat de voorschriften inzake sociale zekerheid van kracht in de Zendstaat of in een derde Staat, op hen van toepassing zijn.
4. Leden van de consulaire post die personen in dienst hebben waarop de in lid 3 van dit artikel bedoelde vrijstelling niet van toepassing is, dienen de verplichtingen in acht te nemen die de voorschriften inzake sociale zekerheid van de Verblijfstaat aan werkgevers opleggen.

De consulaire post dient deze verplichtingen eveneens in acht te nemen ten aanzien van de in lid 2 van dit artikel bedoelde personen.

De consulaire post dient deze verplichtingen eveneens na te komen ten opzichte van de in lid 2 van het onderhavig artikel bedoelde personen.

5. De in de leden 1 en 3 van het onderhavig artikel bedoelde vrijstelling sluit vrijwillige deelneming aan het stelsel van sociale zekerheid van de Verblijfstaat niet uit, mits deze Staat deze deelneming toestaat.

## Artikel 36

*Vrijstelling van de leden van de consulaire post van belasting op officiële bezoldigingen*

De leden van de consulaire post zijn ten aanzien van de inkomens, wedden, lonen of traktementen die zij uit hoofde van hun ambtsbezigheden van de Zendstaat ontvangen, vrijgesteld van belastingen en heffingen van om het even welke aard die in de Verblijfstaat worden geheven of geïnd.

Deze vrijstelling is niet van toepassing op onderdanen en ingezetenen van de Verblijfstaat noch op personen die er een op winst gerichte activiteit uitoefenen.

## Artikel 37

*Andere fiscale vrijstellingen*

1. Consulaire ambtenaren en consulaire bedienden, alsmede hun inwonende gezinsleden zijn vrijgesteld van alle in de Verblijfstaat geheven of geïnde belastingen en rechten, met uitzondering van :
  - a) indirecte belastingen die normaal in de prijs van goederen of diensten begrepen zijn;
  - b) belastingen en rechten op particulier onroerend goed dat gelegen is op het grondgebied van de Verblijfstaat;
  - c) successierechten of andere soortgelijke rechten onder voorbehoud van de bepalingen van artikel 38;
  - d) belastingen en rechten op particulier inkomen, daarbij inbegrepen vermogenswinsten, waarvan de bron gelegen is in de Verblijfstaat, en belastingen op in handels- of financiële ondernemingen in de Verblijfstaat belegd vermogen;
  - e) belastingen en rechten wegens het verlenen van bijzondere diensten;
  - f) registratie-, griffie-, hypotheekrechten en zegelrecht.



2. De in dit artikel bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing op personen die onderdanen zijn van of duurzaam verblijf houden in de Verblijfstaat, noch op personen die aldaar een particulier winstgevendende activiteit uitoefenen.
3. De in dit artikel bedoelde vrijstellingen zijn niet van toepassing op belastingen en rechten die krachtens de wetgeving van de Verblijfstaat ten laste zijn van personen die met de in dit artikel bedoelde personen een overeenkomst hebben aangegaan.
4. Leden van de consulaire post die personen in dienst hebben wier loon of salaris niet is vrijgesteld van inkomstenbelasting in de Verblijfstaat dienen zich te houden aan de verplichtingen welke de wetgeving van deze Staat met betrekking tot de heffing van de inkomstenbelasting aan de werkgevers oplegt.

#### Artikel 38

##### *Nalatenschap van een lid van een consulaire post of van een gezinslid*

1. Indien een lid van een consulaire post of een inwonend gezinslid overlijdt, zijn de roerende goederen van de nalatenschap die zich in de Verblijfstaat bevinden aldaar van successierechten en alle soortgelijke belastingen en rechten vrijgesteld op voorwaarde dat de overledene geen onderdaan was van, noch duurzaam verblijf hield in de Verblijfstaat en dat de aanwezigheid van deze goederen in de Verblijfstaat uitsluitend het gevolg is van de aanwezigheid van de overledene in de Verblijfstaat als lid van de consulaire post of als gezinslid van dat lid van de consulaire post.
2. De Verblijfstaat staat de uitvoer toe van de roerende goederen van de overledene, met uitzondering van die welke in die Staat verworven zijn en waarvan de uitvoer verboden of aan beperking onderworpen is.

#### Artikel 39

##### *Vrijstelling van douanerechten en douaneonderzoek*

1. De Verblijfstaat staat de invoer en de wederuitvoer toe van :
  - a) goederen, daaronder begrepen vervoermiddelen, voor het officieel gebruik van de consulaire post;
  - b) goederen, daaronder begrepen vervoermiddelen, voor het persoonlijk gebruik van een consular ambtenaar of van zijn inwonende gezinsleden;en verleent ten aanzien van die goederen, vrijstelling van alle douanerechten, belastingen en daarmee verbandhoudende heffingen, met uitzondering van heffingen voor opslag, vervoer en dergelijke diensten, een en ander in overeenstemming met de van kracht zijnde wetten en regelingen.
2. De consulaire bedienden genieten de in lid 2 van dit artikel omschreven voorrechten en vrijstellingen met betrekking tot goederen die worden ingevoerd op het tijdstip waarop zij zich voor de eerste maal inrichten.
3. De persoonlijke bagage die consulaire ambtenaren en hun inwonende gezinsleden vergezelt, is vrijgesteld van douaneonderzoek. Ze mag slechts worden onderzocht indien er ernstige redenen bestaan om aan te nemen dat ze andere goederen bevat dan die bedoeld onder b) van lid 1 van dit artikel, of goederen waarvan de in- of uitvoer verboden is door de wetten en reglementen van de Verblijfstaat, ofwel goederen die onderworpen zijn aan de wetten en reglementen van die Staat met betrekking tot quarantaine.

Onderzoek mag slechts plaatsvinden in aanwezigheid van de betrokken consulaire ambtenaar of het betrokken gezinslid.
4. De in de leden 1 b), 2 en 3 van dit artikel bedoelde voorrechten en immuniteiten zijn niet van toepassing op personen die onderdanen of ingezetenen zijn van de Verblijfstaat, noch op personen die aldaar een particuliere op winst gerichte activiteit uitoefenen.

#### Artikel 40

##### *Vrijstelling van persoonlijk dienstbetoon*

1. De leden van de consulaire post alsmede hun inwonende gezinsleden die geen onderdanen van de Verblijfstaat zijn worden in die Staat van militaire dienst vrijgesteld.

2. Tevens worden zij vrijgesteld van elke andere vorm van verplicht openbaar dienstbetoon, op voorwaarde dat zij geen onderdanen noch ingezetenen van de Verblijfstaat zijn.

#### Artikel 41

##### *Afstand van voorrechten en immuniteiten*

1. De Zendstaat kan, met betrekking tot een lid van de consulaire post, of één bij hem inwonend gezinslid afstand doen van de voorrechten van de bepalingen waarin de artikelen 28, 29, 30 en 32 voorzien.
2. Het verzaken dient steeds uitdrukkelijk te zijn, behoudens het bepaalde in lid 3 van dit artikel, en dient schriftelijk ter kennis van de Verblijfstaat te worden gebracht.
3. Indien een consulaire ambtenaar of een consulaire bediende een rechtsgeding aanhangig maakt in een zaak waarin hij immuniteit van rechtsmacht zou kunnen genieten, kan hij zich ten aanzien van een tegeneis die rechtstreeks met de hoofdvordering verband houdt niet op immuniteit van rechtsmacht beroepen.
4. Het verzaken aan immuniteit van rechtsmacht ten aanzien van een burgerrechtelijke of administratiefrechtelijke vorderingen wordt niet geacht afstand van immuniteit ten aanzien van de tenuitvoerlegging van het vonnis in te houden; hiervoor dient afzonderlijk afstand te worden gedaan.

#### Artikel 42

##### *Bijzondere bepalingen betreffende de uitoefening van een particuliere winstgevende bezigheid*

1. De consulaire ambtenaren mogen in de Verblijfstaat geen beroeps- of handelsactiviteit uitoefenen gericht op persoonlijk gewin.
2. De voorrechten en immuniteiten waarin dit hoofdstuk voorziet worden niet toegekend :
  - a) aan consulaire bedienden of leden van het bedienend personeel die in de Verblijfstaat een particuliere winstgevende activiteit uitoefenen;
  - b) aan gezinsleden van een onder littera a) van dit lid bedoelde persoon of aan leden van zijn particulier personeel;
  - c) aan gezinsleden van een lid van een consulaire post die zelf in de Verblijfstaat een particuliere winstgevende activiteit uitoefenen.

#### Artikel 43

##### *Eerbiediging van de wetten en reglementen van de Verblijfstaat*

1. Alle personen die de voorrechten en immuniteiten van deze Overeenkomst genieten hebben de plicht de wetten en reglementen van de Verblijfstaat, met inbegrip van de voorschriften op het wegverkeer, en op de verzekering van voertuigen te eerbiedigen.
2. Een consulaire ambtenaar of bediende mag de hem toegekende rechten, voorrechten en immuniteiten niet gebruiken voor doeleinden die onverenigbaar zijn met zijn ambt.

### HOOFDSTUK IV

#### Consulaire werkzaamheden

#### Artikel 44

##### *Consulaire werkzaamheden in het algemeen*

1. De consulaire ambtenaren behartigen in hun consulaire ressort de rechten en belangen van de Zendstaat alsook van diens natuurlijke en rechtspersonen.

2. De consulaire ambtenaren dragen bij tot de ontwikkeling van de commerciële, economische, toeristische, culturele en wetenschappelijke betrekkingen tussen de Zendstaat en de Verblijfstaat en bevorderen de groei van de vriendschappelijke betrekkingen tussen deze Staten.

#### Artikel 45

##### *Burgerlijke Stand*

1. De consulaire ambtenaren hebben het recht :
  - a) iedere betreffende nationaliteitsverklaring te ontvangen waarin de wetten van de Zendstaat voorzien;
  - b) de onderdanen van de Zendstaat in te schrijven en hun stukken af te geven waaruit deze inschrijving blijkt;
  - c) geboorten en overlijdens van onderdanen van de Zendstaat te registreren;
  - d) overeenkomstig de wetgeving van de Zendstaat, verklaringen te ontvangen betreffende de gezinsverhoudingen van de onderdanen van deze Staat;
  - e) huwelijken te voltrekken tussen personen die beiden onderdanen van de Zendstaat zijn.
2. De bepalingen sub c) en d) van het eerste lid van dit artikel ontslaan de betrokkenen niet van de verplichting de nodige verklaringen en mededelingen te doen met het oog op de inschrijving van de akten van de burgerlijke stand overeenkomstig de wetgeving van de Verblijfstaat.

#### Artikel 46

##### *Werkzaamheden betreffende legalisaties*

De consulaire ambtenaren hebben het recht :

- a) de handtekeningen en de zegels te legaliseren welke voorkomen op ieder document dat van de autoriteiten of openbare ambtenaren van de Zendstaat en van de Verblijfstaat uitgaat.
- b) de handtekeningen van onderdanen van de Zendstaat welke op documenten voorkomen te legaliseren.

#### Artikel 47

##### *Diverse werkzaamheden op administratief gebied*

- De consulaire ambtenaren mogen mits zij hiertoe door de wetgeving van de Zendstaat gemachtigd zijn :
- a) uittreksels en eenvoudige of gewaarmerkte afschriften afgeven van elk document dat zij binnen de grenzen van hun bevoegdheid hebben opgemaakt;
  - b) akten en documenten vertalen en de vertaling ervan voor eensluidend verklaren;
  - c) tenzij de Verblijfstaat er zich tegen verzet, iedere verklaring ontvangen of ieder getuigschrift afgeven dat door de wetgeving van de Zendstaat of van de Verblijfstaat mocht worden geeist;
  - d) bovendien, alle akten opmaken en iedere consulaire werkzaamheid uitoefenen die met de wetgeving van de Verblijfstaat verenigbaar is;
  - e) de formaliteiten vervullen die betrekking hebben op ieder openbaar dienstbetoon, met inbegrip van de militaire verplichtingen van de onderdanen van de Zendstaat;
  - f) getuigschriften van oorsprong en andere gelijkaardige, in de Verblijfstaat geïssende documenten opmaken.

#### Artikel 48

##### *Notariële werkzaamheden*

Voor zover zij ertoe gemachtigd zijn door de wetgeving van de Verblijfstaat en voor zover de hierna vermelde akten en contracten niet in strijd zijn met de wetgeving van de Verblijfstaat, hebben de consulaire ambtenaren het recht in de Verblijfstaat of aan boord van schepen van de Zendstaat in notariële vorm op te maken :

- a) akten en contracten aangegaan tussen onderdanen van de Zendstaat alsmede unilaterale akten, voor zover deze akten en contracten geen betrekking hebben op het vestigen, de overgang of het tenietgaan van rechten op in de Verblijfstaat gelegen onroerende goederen;
- b) testamenten van onderdanen van de Zendstaat;
- c) akten en contracten die uitsluitend betrekking hebben op goederen die in de Zendstaat zijn gelegen of aldaar te behandelen, ongeacht de nationaliteit van de partijen.

#### Artikel 49

##### *Afgifte van reisdocumenten en toekenning van visa*

De consulaire ambtenaren hebben het recht :

- a) paspoorten of andere reisdocumenten bestemd voor onderdanen van de Zendstaat af te geven, te wijzigen, te verlengen of in te trekken;
- b) reisdocumenten afgegeven door de Zendstaat aan staatlozen met vaste verblijfplaats in deze Staat te verlengen, uit te breiden of in te trekken;
- c) visa te verstrekken aan personen die zich naar de Zendstaat wensen te begeven of er wensen door te reizen.

#### Artikel 50

##### *Bescherming van minderjarigen en andere onbekwamen*

1.
  - a) Wanneer de bescherming moet worden georganiseerd van een minderjarige of onbekwame onderdaan van de Zendstaat, die in de Verblijfstaat verblijft, hebben de autoriteiten van de laatsgenoemde Staat de plicht de consulaire post daarvan in kennis te stellen zodra deze tostrand hun bekend is. Dezelfde procedure is van toepassing wanneer een onderdaan van de Zendstaat wegens geestesziekte geïnterneerd wordt.
  - b) De consulaire ambtenaren hebben het recht de bescherming van minderjarige of onbekwame onderdanen van de Zendstaat te organiseren in overeenstemming met de wetgeving van deze Staat. In dit geval dienen de consulaire ambtenaren zo spoedig mogelijk de overheden van de Verblijfstaat ervan te verwittigen dat zij tot de organisatie van deze bescherming zullen overgaan.
  - c) Zowel de gerechtelijke als de administratieve overheden van de Verblijfstaat hebben het recht, in overeenstemming met de wetgeving van die Staat en teneinde de belangen van de minderjarige of de onbekwame te vrijwaren, deze bescherming te organiseren ingeval de consulaire ambtenaren de overheden mededelen dat noch zichzelf noch de overheden van de Zendstaat tot de organisatie ervan zullen overgaan. Naar aanleiding hiervan kunnen de consulaire ambtenaren, indien de belangen van de minderjarige of onbekwame zulks vereisen, hun advies geven over de maatregelen die volgens hen moeten worden genomen.
2. In alle spoedeisende gevallen, nemen de overheden van iedere Overeenkomstsluitende Staat op wiens grondgebied zich de minderjarige, de onbekwame of hem toebehorende goederen zich bevinden, de nodige beschermingsmaatregelen. Deze maatregelen nemen een einde, onder voorbehoud van hun definitieve uitwerking zodra de volgens het onderhavig artikel bevoegde overheden de maatregelen hebben genomen die de toestand vereist.

#### Artikel 51

##### *Verbinding met onderdanen van de Zendstaat*

1. Ten einde de uitoefening van de consulaire werkzaamheden met betrekking tot onderdanen van de Zendstaat te vergemakkelijken hebben consulaire ambtenaren het recht zich mondeling of schriftelijk met onderdanen van de Zendstaat in verbinding te stellen en hen te bezoeken. Van hun kant hebben onderdanen van de Zendstaat het recht zich met de consulaire ambtenaar in verbinding te stellen en hem te bezoeken.

De Verblijfstaat beperkt op generlei wijze de toegang tot de consulaire post voor onderdanen van de Zendstaat.

2. De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat stellen de consulaire post van de Zendstaat onverwijld in kennis van de aanhouding, de inhechtenisneming of elke andere beperking van de vrijheid van een onderdaan van deze Staat.

Deze kennisgeving moet door de bevoegde overheid ten laatste binnen de drie dagen, ingaand op de datum van de aanhouding, de inhechtenisneming of de vrijheidsbeperking worden gedaan.

3. De consulaire ambtenaren zijn gemachtigd om zo spoedig mogelijk iedere onderdaan van de Zendstaat die in de Verblijfstaat is aangehouden is hechtenis is genomen of wiens vrijheid in welke vorm dan ook is beperkt, te bezoeken, zich met hem in de taal van zijn keuze te onderhouden en in verbinding te blijven. De bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat mogen de uitoefening van deze rechten niet langer uitstellen dan zeven dagen, te rekenen vanaf de datum van de aanhouding, van de inhechtenisnemingen of van de aanvang van de beperking, in welke vorm dan ook, van de vrijheid. Binnen dezelfde termijnen, dient iedere mededeling uitgaande van een dergelijk onderdaan en bestemd voor een consulaire ambtenaar om deze breuk door toedoen van de overheden van de Verblijfstaat te worden overgemaakt.

4. De consulaire ambtenaren hebben het recht, onder redelijke voorwaarden en binnen redelijke termijnen, een onderdaan van de Zendstaat die veroordeeld is en een gevangenisstraf uitzit te bezoeken en met hem in verbinding te onderhouden mits zij de bevoegde overheid hiervan in kennis stellen en de reglementen van de gevangenis naleven.

5. De in de leden 3 en 4 van dit artikel bedoelde rechten moeten worden uitgeoefend in overeenstemming met de wetten en reglementen van de Verblijfstaat, met dien verstande dat deze wetten en reglementen de volledige verwezenlijking moeten mogelijk maken voor de doeleinden waarvoor de rechten zijn toegekend.

#### Artikel 52

##### *Vertegenwoordiging voor de rechtbank en andere overheden*

1. De consulaire ambtenaren hebben het recht overeenkomstig de wetgeving van de Verblijfstaat schikkingen te treffen met het oog op een behoorlijke vertegenwoordiging voor rechtbanken en andere overheden van de Verblijfstaat van onderdanen van de Zendstaat daaronder begrepen de rechtspersonen wanneer deze wegens hun afwezigheid of een andere geldige reden niet in staat zijn hun rechten en belangen te gelegener tijd te verdedigen.

2. Deze vertegenwoordiging neemt een einde wanneer de vertegenwoordigde personen een mandataris hebben aangesteld of zelf de verdediging van hun rechten en belangen op zich hebben genomen.

#### Artikel 53

##### *Bijstand in rechtszaken*

De consulaire ambtenaren hebben het recht iedere onderdaan van de Zendstaat bijstand te verlenen in zijn betrekkingen met de gerechtelijke en administratieve overheden van de Verblijfstaat, hem te helpen bij zijn procedures voor deze instanties en, indien de wet van de Verblijfstaat het toestaat, hem daarbij de bijstand van een advocaat of elk ander persoon te verzekeren, alsook voor deze onderdaan als tolk op te treden of er een aan te wijzen.

#### Artikel 54

##### *Bewaargevingen*

De consulaire ambtenaren hebben het recht, voor zover de wetgeving van de Verblijfstaat er zich niet tegen verzet, geldsommen, documenten, met inbegrip van testamenten en voorwerpen van iedere aard, die hun door de onderdanen van de Zendstaat of namens hen worden toevertrouwd, in bewaring te nemen. Deze in bewaring gegeven goederen mogen slechts uit de Verblijfstaat worden uitgevoerd mits de wetten en regelingen van die Staat worden geëerbiedigd.

## Artikel 55

*Werkzaamheden betreffende nalatenschappen.*

1. Wanneer een onderdaan van de Zendstaat in de Verblijfstaat overlijdt, dient de bevoegde overheid de consulaire ambtenaar, van de Zendstaat onverwijld hiervan in kennis te stellen en hem kosteloos de akte van overlijden of ieder ander document waaruit het overlijden blijkt te doen toekomen.
2.
  - a) wanneer de overheid van de Verblijfstaat verneemt dat in die staat een nalatenschap bestaat waarvan de begunstigde een onderdaan van de Zendstaat is, deelt genoemde overheid zulks onverwijld mede aan de consulaire ambtenaar van de Zendstaat.
  - b) De consulaire ambtenaar stelt de overheden van de Verblijfstaat op de hoogte als het bericht hem uit een andere bron bereikt.
3.
  - a) De consulaire ambtenaar mag de overheden van de Verblijfstaat verzoeken maatregelen te treffen voor de bewaring en het beheer van de erfgoederen die in deze staat door of aan een onderdaan van de Zendstaat zijn nagelaten, en hem inlichten van de maatregelen die reeds zouden getroffen zijn.
  - b) De consulaire ambtenaar kan persoonlijk of door bemiddeling van een vertegenwoordiger zijn medewerking verlenen aan de tenuitvoerlegging van de onder littera a) van dit lid bedoelde maatregelen.
4. Ingeval een onderdaan van de Zendstaat betrokken is bij een nalatenschap die op het grondgebied van de Verblijfstaat is opengevallen en voor zover hij in die Staat niet verblijft en er evenmin vertegenwoordigd is, heeft de consulaire ambtenaar het recht, overeenkomstig de wetgeving van de Verblijfstaat, hem persoonlijk of door tussenkomst van zijn mandataris voor de rechtbanken of andere overheden van de Verblijfstaat te vertegenwoordigen.
5. Wanneer, na vervulling van de formaliteiten betreffende de nalatenschap op het grondgebied van de Verblijfstaat, de roerende goederen van de nalatenschap of de opbrengst van de verkoop van de roerende en onroerende goederen te beurt vallen aan een erfgenaam of legataris, onderdaan van de Zendstaat die niet op het grondgebied van de Verblijfstaat verblijft en die geen mandataris heeft aangesteld, worden de gezegde goederen of de opbrengst van de verkoop ervan aan de consulaire ambtenaar van de Zendstaat overhandigd, op voorwaarde :
  - a) dat de hoedanigheid van erfgenaam of legataris bewezen is;
  - b) dat de bevoegde overheden, in voorkomend geval, toestemming hebben gegeven tot overhandiging van de goederen der nalatenschap of van de opbrengst van de verkoop ervan;
  - c) dat alle schulden der nalatenschap, aangegeven binnen de door de wetgeving van de Verblijfstaat voorgeschreven termijn vereffend op gewaarborgd zijn.
- a) dat de successierechten betaald of gewaarborgd zijn.
6. Ingeval een onderdaan van de Zendstaat, die geen bestendig verblijf houdt in de Verblijfstaat, gedurende een verblijf op het grondgebied van die Staat overlijdt, worden zijn persoonlijke bezittingen, roerende goederen en waarden die niet zouden zijn opgevorderd door een aanwezige erfgenaam of door de mandataris van de rechtshabbers, zonder bijzondere procedure aan de consulaire ambtenaar van de Zendstaat afgegeven op voorwaarde dat aan de vorderingen van de schuldeisers van de overledene in de Verblijfstaat voldaan is of dat zij gewaarborgd zijn.
7. Onder voorbehoud van de wetten en reglementen van de Verblijfstaat, heeft de consulaire ambtenaar het recht de in de leden 5 en 6 vermelde erfgoederen uit te voeren.

## Artikel 56

*Bewijskracht*

De akten en documenten die door de consulaire ambtenaar zijn opgemaakt, voor echt verklaard of gewaarmerkt, evenals de vertalingen van zulke door de consulaire ambtenaar gemaakte of gewaarmerkte akten en documenten, hebben in de Verblijfstaat dezelfde bewijskracht alsof deze akten, documenten en vertalingen door

de bevoegde autoriteiten van de Verblijfstaat zouden zijn opgemaakt, gewaarmerkt, voor echt verklaard of verjaard op voorwaarde dat de formaliteiten die in deze Staat gemaakt ter zake mochten gelden, in acht werden genomen.

#### Artikel 57

##### *Consulaire werkzaamheden inzake scheepvaart*

1. De consulaire ambtenaren hebben het recht alle hulp en bijstand te verlenen aan een schip van de Zendstaat dat zich in de haven, de territoriale zee of de binnenwateren van de Verblijfstaat bevindt.
2. De consulaire ambtenaren hebben het recht zich in betrekking te stellen met de kapitein en de leden van de bemanning, alsmede zich aan boord van een schip van de Zendstaat te begeven, zodra dat schip tot het vrije verkeer is toegelaten.
3. De kapitein en de leden van de bemanning van een schip van de Zendstaat hebben het recht zich met de consulaire ambtenaar in betrekking te stellen of zich naar de consulaire post te begeven, mits zij zich daarbij naar de wetgeving van de Verblijfstaat betreffende de binnenkomst, het verblijf en het vertrek van vreemde onderdanen schikken.
4. De consulaire ambtenaren mogen de bijstand van de bevoegde overheden van de Verblijfstaat invoeren in alle aangelegenheden die te maken hebben met de uitoefening van hun taak ten aanzien van een schip van de Zendstaat, de kapitein of de leden van de bemanning van dat schip.

#### Artikel 58

##### *Bevoegdheden van de consulaire ambtenaren ten aanzien van een schip van de Zendstaat en zijn bemanning*

De consulaire ambtenaren hebben het recht :

- a) een onderzoek in te stellen naar elk incident dat zich aan boord van een schip van de Zendstaat tijdens de reis heeft voorgedaan, de kapitein of enig lid van de bemanning te ondervragen, de scheepsdokumenten in te kijken en te viseren, verklaringen betreffende de reis in ontvangst te nemen alsmede, op elke mogelijke wijze, de binnenkomst en het verblijf van het schip in en zijn vertrek uit de haven te vergemakkelijken;
- b) alle maatregelen te treffen in verband met de aan- of afmonstering van de kapitein of enig lid van de bemanning;
- c) elk geschil tussen de kapitein en de leden van de bemanning te regelen, inzonderheid geschillen die op de gages en de arbeidsovereenkomst in het algemeen betrekking hebben;
- d) alle maatregelen te treffen om orde en tucht aan boord van het schip te handhaven;
- e) alle maatregelen te treffen om de kapitein, de leden van de bemanning en de passagiers medische hulp, daaronder begrepen opneming in een ziekenhuis en repatriëring, te bezorgen dan wel zodanige hulp te vergemakkelijken;
- f) elke verklaring of enig ander document dat door de wetgeving van de Zendstaat met betrekking tot het schip is voorgeschreven, in ontvangst te nemen, op te maken of te legaliseren;
- g) zich de akten van burgerlijke stand, die de kapitein tijdens de reis aan boord van het schip in overeenstemming met de wetgeving van de Zendstaat heeft opgemaakt en de testamenten welke deze op het schip in ontvangst heeft genomen, te doen overhandigen;
- h) de kapitein en de bemanning hulp en bijstand te verlenen bij hun betrekkingen met de gerechtelijke en administratieve overheden van de Verblijfstaat en hun te dien einde de bijstand van een juridisch raadsman te bezorgen, alsmede voor hen als tolk op te treden of te hunnen behoeve een tolk aan te wijzen;
- i) alle andere maatregelen te treffen om erop toe te zien dat de wetgeving van de Zendstaat inzake zeevaart op de schepen wordt toegepast.

## Artikel 59

*Optreden van de bevoegde overheden van de Verblijfstaat inzake maritieme aangelegenheden*

1. Onder voorbehoud van andersluidende bepalingen in andere overeenkomsten die tussen de Overeenkomstsluitende Partijen van kracht zijn, mogen de bevoegde overheden van de Verblijfstaat, noch aan de wal noch aan boord van een schip van de Zendstaat hun rechtsmacht uitoefenen terzake van aan boord begane misdrijven, tenzij het gaat om :

- a) misdrijven die door of tegen een onderdaan van de Verblijfstaat, dan wel door of tegen iemand anders dan de kapitein of een lid van de bemanning zijn begaan;
- b) misdrijven die de rust of de veiligheid in de haven in het gedrang brengen dan wel misdrijven die door de wetgeving van de Verblijfstaat inzake de staatsveiligheid, de volksgezondheid, de immigratie, de beveiliging van mensenlevens op zee, de douane of de waterverontreiniging strafbaar zijn gesteld;
- c) een ernstig wanbedrijf in de betekenis die de wetgeving van de Verblijfstaat daaraan geeft.

In alle andere gevallen kunnen de bedoelde overheden slechts op het verzoek of met instemming van de consulaire ambtenaar optreden.

2. Wanneer de bevoegde overheden van de Verblijfstaat het voornemen hebben aan boord van een schip van de Zendstaat dwangmaatregelen te nemen dan wel er een officieel onderzoek in te stellen, doen zij hiervan vooraf en zo spoedig mogelijk kennisgeving aan de consulaire ambtenaar zodat deze in de gelegenheid is aanwezig te zijn of zich te doen vertegenwoordigen wanneer de overheden van de Verblijfstaat de voorgenomen maatregelen ten uitvoer gaan leggen.

Wanneer de consulaire ambtenaar noch zijn vertegenwoordiger bij de tenuitvoerlegging van de maatregelen aanwezig zijn geweest, verstrekken de overheden van de Verblijfstaat hem op zijn verzoek volledige inlichtingen over de maatregelen die zij hebben genomen.

3. Het bepaalde in lid 2 is eveneens van toepassing wanneer die bevoegde autoriteiten ertoe genoopt zijn de kapitein of een lid van de bemanning van het schip aan de wal te ondervragen.

4. De bepalingen van dit artikel zijn niet van toepassing op de gebruikelijke controles die de overheden van de Verblijfstaat inzake openbare gezondheid, paspoorten, douane, beveiliging van mensenlevens op zee en waterverontreiniging verrichten.

## Artikel 60

*Averij, stranding of schipbreuk*

1. Wanneer een schip van de Zendstaat in de territoriale zee of in de binnenwateren van de Verblijfstaat zware averij oploopt, strandt of schipbreuk lijdt, stellen de bevoegde overheden van deze Staat de consulaire ambtenaar onverwijld hiervan in kennis alsook van de maatregelen die met het oog op de redding en bescherming van het schip, de bemanning, de passagiers, de lading, de voorraden en de andere voorwerpen aan boord zijn genomen.

2. De consulaire ambtenaren mogen zulk een schip, zijn passagiers en de leden van zijn bemanning alle hulp verlenen. Zij hebben het recht de overheden van de Verblijfstaat te verzoeken de in lid 1 bedoelde maatregelen te nemen dan wel met reeds genomen maatregelen door te gaan. De overheden van de Verblijfstaat verlenen de consulaire ambtenaren de hulp die nodig is om alle maatregelen te treffen die ten gevolge van de averij, de stranding of de schipbreuk geboden zijn.

3. Wanneer het verongelukte schip van de Zendstaat, zijn lading of enig ander van het schip afkomstig goed op de kust of in de nabijheid van de kust van de Verblijfstaat worden aangetroffen of in een haven van die Staat worden binnengebracht, en de kapitein noch de eigenaar van het schip, de lading of het goed, noch diens vertegenwoordiger, noch de verzekeraar ter plaatse dan wel niet in staat maatregelen voor het behoud of de bestemming daarvan te nemen, zijn de consulaire ambtenaren bevoegd om als vertegenwoordigers van de eigenaar van het schip de maatregelen te nemen die de eigenaar voor dezelfde doeleinden had kunnen nemen, ware hij ter plaatse geweest.

4. De leden 1 en 3 gelden met de nodige aanpassingen ten aanzien van elk goed toebehorend aan een onderdaan van de Zendstaat en afkomstig van boord dan wel van de lading van een schip van een andere nationa-



liteit dan die van de Zendstaat, dat in een haven wordt binnengebracht dan wel op de kust, in de nabijheid van de kust van de Verblijfstaat, of op het schip dat averij heeft opgelopen, gestrand is of schipbreuk heeft geleden, wordt aangetroffen.

5. Voor zover de wergeving van de Verblijfstaat zich hiertegen niet verzet, hebben consulaire ambtenaren het recht het onderzoek bij te wonen dat is ingesteld om de oorzaken van de averij, de stranding of de schipbreuk te achterhalen.

#### Artikel 61

##### *Werkzaamheden inzake wegverkeer*

Met betrekking tot motorvoertuigen waarmee in de Verblijfstaat vervoer van reizigers of goederen wordt verricht, hebben consulaire ambtenaren binnen het raam van het bepaalde in artikel 44 het recht :

- 1) aan het personeel van deze voertuigen alsook aan de reizigers alle mogelijke bijstand te verlenen;
- 2) maatregelen te nemen om orde en tucht aan boord van de voertuigen te handhaven;
- 3) maatregelen te nemen om het personeel of de reizigers in een ziekenhuis te doen opnemen dan wel te repatriëren;
- 4) bij een ongeval het nodige te doen ten aanzien van het personeel, de reizigers, de voertuigen en de goederen, en eensluidende afschriften te verlangen van de processen-verbaal van de bevindingen opgemaakt door de bevoegde overheden van de Verblijfstaat, en deze stukken aan de betrokken personen, ondernemingen en besturen toe te zenden.

#### Artikel 62

##### *Werkzaamheden inzake burgerluchtvaart*

Onverminderd de bijzondere voorzieningen betreffende de behandeling van onderscheidenlijk schepen en luchtvaartuigen, zijn de bepalingen van de artikelen 57 tot 60 van deze Overeenkomst op aangepaste wijze van toepassing op een burgerlijk luchtvaartuig van de Zendstaat op voorwaarde dat zij niet strijdig zijn met de wetten en voorschriften van de Verblijfstaat, noch met andere overeenkomsten die tussen de Overeenkomstsluitende Partijen van kracht zijn.

#### Artikel 63

##### *Andere consulaire werkzaamheden*

1. Mits de wetgeving van de Verblijfstaat zulks toestaat mogen consulaire ambtenaren :
  - a) de pensioenen en uitkeringen in ontvangst nemen welke verschuldigd zijn aan onderdanen van de Zendstaat, die zich buiten de Verblijfstaat ophouden;
  - b) de uitkeringen, pensioenen en vergoedingen welke overeenkomstig de wetgeving van de Zendstaat of de internationale overeenkomsten inzake sociale zekerheid verschuldigd zijn, aan de rechthebbenden overhandigen;
  - c) voorwerpen die onderdanen van de Zendstaat tijdens een tijdelijk verblijf in de Verblijfstaat hebben verloren, in ontvangst nemen om ze aan de eigenaars terug te bezorgen.
2. Behalve de in deze overeenkomst aangegeven werkzaamheden mogen consulaire ambtenaren alle andere consulaire werkzaamheden verrichten op voorwaarde dat :
  - a) ze door de Zendstaat zijn opgedragen;
  - b) ze niet strijdig zijn met de wetgeving van de Verblijfstaat;
  - c) de overheden van de Verblijfstaat, na ervan in kennis te zijn gesteld, zich daar niet tegen verzetten.

HOOFDSTUK V  
Algemene bepalingen

Artikel 64

*Geschillen*

Eventuele geschillen tussen de Overeenkomstsluitende Partijen betreffende de uitlegging van deze overeenkomst worden langs diplomatieke weg beslecht.

Artikel 65

*Bekrachtiging, inwerkingtreding, opzegging*

1. Deze overeenkomst dient bekrachtigd te worden en de akten van bekrachtiging zullen zo spoedig mogelijk te Sofia uitgewisseld worden. Zij treedt in werking op de dertigste dag volgend op de datum waarop de akten van bekrachtiging zijn uitgewisseld.
2. De overeenkomst blijft van kracht tot het verstrijken van een termijn van zes maanden te rekenen vanaf de datum waarop een der overeenkomstsluitende Partijen schriftelijk en langs diplomatieke weg van de opzegging van de overeenkomst kennisgeving doet.

TEN BLIJKE WAARVAN de onderscheiden Gevolmachtigden deze overeenkomst hebben ondertekend en van hun zegel voorzien.

GEDAAN te Brussel, de 28 november 1978 in twee exemplaren, in de Nederlandse, de Bulgaarse en de Franse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk authentiek.

*Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen :*

H. SIMONET

*Voor de Staatsraad  
van de Volksrepubliek Bulgarije :*

P. MLADENOV

Bruxelles, le 28 novembre 1978

Monsieur le Ministre,

Au moment de signer la Convention consulaire entre nos deux pays, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, d'informer Votre Excellence que la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ont signé à Bruxelles, le 30 septembre 1965, une Convention relative à la coopération dans le domaine consulaire.

Cette Convention autorise les fonctionnaires consulaires belges à défendre les intérêts luxembourgeois sur le plan consulaire, dans les pays où le Grand-Duché ne possède pas de représentation.

Tenant compte de ce qui précède, je me permets de proposer à Votre Excellence que, sur base de l'article 13 de la Convention entre nos deux pays, la République Populaire de Bulgarie reconnaisse aux fonctionnaires consulaires belges le droit d'intervenir, conformément au Chapitre IV de cette dernière Convention, pour la défense des intérêts luxembourgeois.

Si le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie peut marquer son accord sur cette proposition, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence feront partie intégrante de la Convention entre nos deux pays.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

H. SIMONET

A Son Excellence  
Monsieur Petar MLADENOV,  
Ministre des Affaires Etrangères  
de la République Populaire de Bulgarie.

Bruxelles, le 28 novembre 1978

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence en date du 28 novembre 1978 ayant la teneur suivante :

« Au moment de signer la Convention consulaire entre nos deux pays, j'ai l'honneur, au nom de mon Gouvernement, d'informer Votre Excellence que la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg ont signé à Bruxelles, le 30 septembre 1985, une Convention relative à la coopération dans le domaine consulaire.

Cette Convention autorise les fonctionnaires consulaires belges à défendre les intérêts luxembourgeois sur le plan consulaire, dans les pays où le Grand-Duché ne possède pas de représentation.

Tenant compte de ce qui précède, je me permets de proposer à Votre Excellence que, sur base de l'article 13 de la Convention entre nos deux pays, la République Populaire de Bulgarie reconnaisse aux fonctionnaires consulaires belges le droit d'intervenir, conformément au Chapitre IV de cette dernière Convention, pour la défense des intérêts luxembourgeois.

Si le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie peut marquer son accord sur cette proposition, la présente lettre et la réponse de Votre Excellence feront partie intégrante de la Convention entre nos deux pays. »

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de la République Populaire de Bulgarie marque son consentement sur cette proposition et prend acte du contenu de Votre lettre. Votre lettre et ma réponse constituent un accord qui fera partie intégrante de la Convention consulaire entre nos deux pays.

Cet accord ne fera pas obstacle, à l'avenir, à la conclusion éventuelle d'une Convention consulaire entre la République Populaire de Bulgarie et le Grand-Duché de Luxembourg.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour renouveler à Votre Excellence, l'assurance de ma très haute considération.

P. MLADENOV

A Son Excellence  
Monsieur Henri SIMONET,  
Ministre des Affaires Etrangères  
du Royaume de Belgique.

Brussel, 28 november 1978

Mijnheer de Minister,

Bij het ondertekenen van de Consulaire Overeenkomst tussen onze beide landen, heb ik de eer Uwe Excellentie namens mijn Regering mede te delen dat België en het Groothertogdom Luxemburg op 30 september 1965 te Brussel een Overeenkomst betreffende de samenwerking op consulaire gebied hebben ondertekend.

Deze Conventie laat de Belgische Consulaire ambtenaren toe de Luxemburgse belangen te verdedigen op consulaire vlak, in de landen waar het Groothertogdom geen vertegenwoordiging heeft.

Daarom ben ik zo vrij Uwe Excellentie voor te stellen dat, op grond van artikel 13 van de Overeenkomst tussen onze beide landen, de Volksrepubliek Bulgarije aan de Belgische consulaire ambtenaren het recht zou toekennen om, overeenkomstig Hoofdstuk IV van deze laatste Overeenkomst, de Luxemburgse rechten en belangen te behartigen.

Indien de Regering van de Volksrepubliek Bulgarije met dit voorstel kan instemmen, zullen deze brief en het antwoord van Uwe Excellentie een integrerend deel uitmaken van de Overeenkomst tussen onze beide landen.

Gelieve, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting wel te willen aanvaarden.

H. SIMONET

Aan Zijne Excellentie  
de Heer Petar MLADENOV,  
Minister van Buitenlandse Zaken  
van de Volksrepubliek Bulgarije.

Brussel, 28 november 1978

Mijnheer de Minister,

Ik heb de eer U de ontvangst te bevestigen van de brief van Uwe Excellentie dd. 28 november 1978, waarvan de tekst luidt als volgt :

« Bij het ondertekenen van de Consulaire Overeenkomst tussen onze beide landen, heb ik de eer Uwe Excellentie namens mijn Regering mede te delen dat België en het Groothertogdom Luxemburg op 30 september 1965 te Brussel een Overeenkomst betreffende de samenwerking op consulaire gebied hebben ondertekend.

Deze Conventie laat de Belgische consulaire ambtenaren toe de Luxemburgse belangen te verdedigen op consulaire vlak, in de landen waar het Groothertogdom geen vertegenwoordiging heeft.

Daarom ben ik zo vrij Uwe Excellentie voor te stellen dat, op grond van artikel 13 van de Overeenkomst tussen onze beide landen, de Volksrepubliek Bulgarije aan de Belgische consulaire ambtenaren het recht zou toekennen om, overeenkomstig Hoofdstuk IV van deze laatste Overeenkomst, de Luxemburgse rechten en belangen te behartigen.

Indien de Regering van de Volksrepubliek Bulgarije met dit voorstel kan instemmen, zullen deze brief en het antwoord van Uwe Excellentie een integrerend deel uitmaken van de Overeenkomst tussen onze beide landen. »

Ik heb de eer Uwe Excellentie mede te delen dat de Regering van de Volksrepubliek Bulgarije haar instemming betuigt met dit voorstel en akte neemt van de inhoud van Uw brief. Uw brief en mijn antwoord vormen een akkoord dat een integrerend deel van de Consulaire Overeenkomst tussen onze beide landen zal uitmaken.

Deze overeenkomst zal in de toekomst geen hinderpaal vormen voor een eventueel afsluiten van een Consulaire Conventie tussen de Volksrepubliek Bulgarije en het Groothertogdom Luxemburg.

Gelieve, Mijnheer de Minister, de hernieuwde verzekering van mijn zeer bijzondere hoogachting te willen aanvaarden.

P. MLADENOV

Aan zijne Excellentie  
de Heer Henri SIMONET,  
Minister van Buitenlandse Zaken  
van het Koninkrijk België.

*L'échange des instruments de ratification a été effectué à Sofia le 30 janvier 1981 (art. 65.1).*

*Conformément aux dispositions de l'article 65.1, cette Convention entre en vigueur le 1er mars 1981.*

*De uitwisseling van de bekrachtigingsoorkonden heeft plaatsgehad te Sofia op 30 januari 1981 (art. 65.1).*

*Overeenkomstig de bepalingen van artikel 65.1 treedt deze Overeenkomst in werking op 1 maart 1981.*